
Vol. 7 • Du 25 juin au 1er juillet 2014

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LA COORDINATION DESSALINES DÉNONCE!



De gauche à droite le militant Oxygène David, l'avocat Mario Joseph et le sénateur Moise Jean-Charles

(Pix Credit Frantz Etienne/Haiti Liberté)



MANIFESTATION ANIMÉE CONTRE LES PRÉSIDENTS MARTELLY ET CLINTON



Pour les manifestants du 19 juin dernier, le prix accordé à Martelly pour son «initiative» dans l'éducation est un «outrage» non seulement pour la diaspora haïtienne vivant aux États-Unis mais à la population qui vit dans la boue en Haïti.



SNJBD ap denonse ajisman Youri Latortue nan depatman Latibonit la!

Page 6

English

Page 9



Manifestation contre Martelly et Lamothe!

Page 8



Afrique: Comment briser les chaînes de la domination étrangère !

Page 12



Jihadisme et Industrie pétrolière

Page 17

Le seuil décisif est franchi !

Par Berthony Dupont

La vie politique haïtienne ne cesse de connaître de brusques accélérations qui ne s'amplifient pas sans déconcerter les forces populaires et progressistes qui ne luttent pas pour un maquillage démocratique de façade, mais pour un changement profond et réel dans le pays. Voilà qu'aujourd'hui tout s'enchevêtre et s'enchaîne pour atteindre les objectifs visés et tracés d'avance dans le seul but de neutraliser et de paralyser les forces progressistes. En effet, dans un communiqué daté du 22 juin, certains partis politiques ont assumé clairement leur position, pour ne pas dire leur virage en direction du pouvoir; mais ce qui nous parait plus significatif, ce sont les non-dits exprimant leur volonté de collaborer dans une mesure quelconque aux élections que prépare le gouvernement Martelly-Lamothe sous la direction des forces occupantes de la Minustah.

Leur communiqué n'a fondamentalement rien changé à la conjoncture, parce qu'il est au départ cousu de fil blanc. Pas un mot pour renforcer la position des sénateurs du groupe des six qui ne cessent de réclamer la formation d'un Conseil électoral suivant l'article 289 de la Constitution. Pas un mot sur les revendications populaires qui exigent le départ du couple dirigeant l'exécutif et de la Minustah. Le tout reste figé à l'objectif ultime de ces partis qui n'est autre que le processus électoral. Ils continuent d'exiger une institution électorale qui inspire confiance, alors que les élections en cours ne sont et ne seront pas dans les intérêts du peuple en particulier et du pays en général.

En ce sens, si l'organisation politique Fanmi Lavalas, la plateforme Inite, la Fusion des sociaux-démocrates, le parti Ayisyen pou Ayiti, le Mouvement patriotique de l'opposition démocratique (Mopod) tout comme le Konbit travayè ak peyizan pou libere Ayiti (Kontrapèp) se plaignent, c'est du fait que la date limite du 25 juin fixée par le CEP de Martelly pour leur inscription arrive à terme.

A ce stade, ces partis viennent franchir le seuil décisif en dévoilant leur véritable visage. Cette position commune vise à jeter de la confusion sur le combat libérateur que mènent les masses conscientes et conséquentes. Elle exprime bien que ces partis ne peuvent pas refuser de servir de caution à un régime qui cherche à les utiliser pour tromper l'opinion populaire et justifier une impossible légitimité. Une attitude qui prouve qu'ils sont incapables d'oeuvrer à l'encontre des plans impériaux et de la machine d'oppression que représente le régime néo-colonial de Martelly-Lamothe.

Pour ces partis politiques, les paris étant aujourd'hui ouverts, ils pensent qu'ils pouvaient pousser le pouvoir à jouer le jeu de la démocratie ; quant à la vérité ils ne font que lâcher du lest, plongeant dans l'illusion. L'opposition a jugé bon de se laisser embrigader dans une furtive stratégie électorale, dans l'espoir, combien vain, de gagner les faveurs de Washington; alors qu'elle ne fait que se fourrer le doigt dans l'œil.

Leur communiqué conjoint n'est autre qu'une délectation politique assortie de cette résignation de ceux là qui ont perdu la foi et la confiance dans la force irrésistible du peuple, vu leur incapacité à lutter contre la domination impérialiste. Les éléments qui forment et conditionnent cette stratégie n'ont par conséquent fait qu'élargir le cercle des comploteurs et des traîtres au secteur populaire manifestant dans les rues.

La meilleure position ne serait-elle pas de rester conséquent sur les mêmes fréquences politiques avec le peuple : « Pas d'élections honnêtes et sérieuses avec Martelly ». « Pas d'élections crédibles dans un pays occupé » , de façon à mettre en échec les manœuvres de l'international. Mais, en réalité, ces partis politiques ne peuvent pas dire Non à Washington. Ils ne peuvent s'abstenir à s'atteler au char de l'impérialisme qui veut des élections pour se racheter après dix ans d'occupation du pays.

Du train où vont les choses, il n'y a pas de vrai écart entre les positions bouffonnes de l'opposition et le verbiage de Dieuseul Simon Desras déclarant pour le meilleur ou pour le pire, qu'il « participera aux prochaines élections… que les élections soient bonnes ou mauvaises, je serai là» ; rejoignant par ainsi les positions de ces partis qui se fourvoient à « Réaffirmer leur attachement aux valeurs de la démocratie et de l'État de droit ; et de Confirmer leur volonté de participer à des élections libres, honnêtes, démocratiques et souveraines pour le renouvellement des élus tant au niveau national que local, comme moyen de garantir une stabilité politique durable dans le pays ». Position qui n'est qu'illusoire rêverie sans lendemain.

Cette illusion doit être condamnée d'avance. C'est une inquiétante évolution qui suscite une volonté de vigilance accrue et une plus grande détermination des masses à s'appuyer sur les mobilisations populaires. L'issue au changement dépend de la question à savoir comment canaliser la force créatrice des masses.

Le peuple haïtien a trop souffert, trop enduré, trop sacrifié pour tolérer que son combat soit transformé en reddition. Il doit continuer à se tenir dans les tranchées de la résistance contre Martelly-Lamothe et les forces occupantes de façon à mettre en échec les plans de liquidation du pays.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : *editor@haitiliberte.com*

Website : *www.haitiliberte.com*

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier
Oxygène David

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Position de l'Opposition haïtienne sur le processus électoral

Les partis, groupements, plateformes et regroupements politiques de l'Opposition politique haïtienne fixent leur position sur le processus électoral en particulier et la conjoncture politique en général. Dans un communiqué conjoint daté du 22 juin 2014 et signé par six (6) partis politiques : l'Organisation politique Fanmi Lavalas, le Plateforme INITE, Fusion des sociaux-démocrates, Ayisyen pou Ayiti, Mouvement Patriotique de l'Opposition Démocratique (MOPOD), konbit Travayé ak Peyizan pou Libere Ayiti (KONTRAPEP), ils dénoncent d'une part la violation de la Constitution, le blocage du processus démocratique et l'avancement de l'Etat de Droit en Haïti quand, d'autre part une fraction de la Communauté internationale qui, par sa prise de position et la volonté de s'immiscer dans les affaires politiques internes du pays cautionne ces violations systématiques.

Voici donc in extenso le communiqué conjoint : « Les partis et regroupements de partis politiques de l'Opposition démocratique et de la résistance patriotique : Face à la crise politique créée par la mauvaise gouvernance qui a pour conséquence un déficit croissant de légitimité de l'Administration Martelly/Lamothe soutenue par une fraction de la Communauté internationale ;

Préoccupés par les manœuvres du pouvoir dans le traitement du dossier électoral, lesquelles menacent le bon fonctionnement des institutions démocratiques et la stabilité politique du pays ;

Convaincus de la nécessité pour les démocrates haïtiens d'utiliser tous les moyens pacifiques afin de contrecarrer le projet antidémocratique du pouvoir en place ;

Ont décidé d'unir leur voix pour :

1. Réaffirmer leur attachement aux valeurs de la démocratie et de l'État de droit ;
2. Confirmer leur volonté de participer à des élections libres, honnêtes, démocratiques et souveraines pour le renouvellement des élus tant au niveau national que local, comme moyen de garantir une stabilité politique durable dans le pays ;
3. Dénoncer les manœuvres déloyales du pouvoir exécutif qui cherche par tous les moyens à renforcer sa main mise sur l'appareil électoral et la machine administrative ;
4. Rejeter la politique de violation systématique de la Constitution et des Lois et ne pas accepter de telles violations comme un fait accompli indiscutable et irréversible ;
5. Démasquer les menées du Conseil Électoral Provisoire illégal et inconstitutionnel de sept (7) membres qui, sans attendre la fin du processus de constitution de l'institution et le vote des amendements indispensables de la loi électorale, tente de mettre en place un appareil électoral au service du pouvoir ;
6. Dire à la nation toute entière qu'ils n'entendent pas accepter et de fait n'acceptent aucun ultimatum ni aucune date butoir de la part de ce soi-disant Conseil Électoral Provisoire ;
7. Rappeler que la loi électorale du 27 novembre 2013 comporte plusieurs dispositions qui ne permettent pas de l'utiliser sans amendement pour l'organisation des élections pour les deux tiers du Sénat, la Chambre des Députés et l'ensemble des collectivités locales ;
8. Mettre en garde tous ceux, nationaux ou étrangers qui veulent maintenir notre pays dans une instabilité politique permanente et croient pouvoir commettre l'absurdité d'organiser des élections dans le pays sans la participation des partis politiques représentatifs de l'Opposition démocratique et de la résistance patriotique.

Signataires:
Jonas COFFY/Ayisyen Pou Ayiti
Joel VORBE/ Fanmi Lavalas
Rosemond PRADEL/Fusion
Levaillant LOUIS JEUNE/INITE
Rudolph PRUDENT/ KONTRAPEPLA
Jean André VICTOR/ Regroupement politique MOPOD."

Haïti, chronique d'une crise électorale (6)

Crise au CSPJ à qui profite le crime ?

Par Catherine Charlemagne

En Haïti, une crise peut en cacher une autre. Et très souvent elle n'est jamais là où on l'attendait. Le bras de fer engagé entre le Président du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ), Me Anel Alexis Joseph et le reste des membres de cette institution pour le remplacement de l'un des conseillers du CEP, est l'un des exemples de cet adage. Naturellement, il est difficile pour quelqu'un ne connaissant pas le système politique haïtien de trouver le sens de cette crise dans la crise. Tout d'abord, le refus de Me Anel Alexis Joseph de laisser partir la conseillère Marie-Carole Duclervil n'a rien de personnel. Il ne s'agit pas d'une amitié de longue date entre les deux personnages dont M. Joseph aurait eu le remord de conscience de signer son départ du Conseil Electoral Provisoire (CEP) et d'accepter la nomination d'un (e) autre conseiller (ère) à sa place.

En fait, tout se joue au Palais national, enfin de ce qui en reste. On le sait, l'organisation des élections bute depuis des mois, voire des années sur des difficultés liées à la mise en place d'un Conseil Electoral crédible qui serait acceptable par tous les acteurs. Or, tantôt c'est l'opposition qui pose des conditions, paraît-il, inacceptables pour le pouvoir. Tantôt c'est le Président de la République qui, sans consulter personne, prend des mesures qui sont carrément provocatrices pour les autres protagonistes. Enfin, tantôt c'est le groupe des six sénateurs, opposants farouches au chef de l'Etat, qui poussent les surenchères à un niveau totalement élevé par rapport à l'offre de l'exécutif concernant le CEP. En réalité, les uns et les autres jouent la montre. Mais il y a la pression de la Communauté internationale poussant le Président Michel Martelly à organiser, contre vents et marrées, ces élections devenues cruciales pour empêcher un vide institutionnel l'année prochaine au Parlement.

Pris en sandwich entre l'opposition qui le pousse chaque jour à la faute et ses amis de l'internationale qui lui mettent des bâtons dans les roues, le Président Martelly finit par opter pour les élections à la fin de cette année, quitte à être bien seul sur ce chantier. Pour y arriver, il s'est retrouvé dans l'obligation d'une part d'exécuter les ordres des pays décideurs de la politique haïtienne et de l'autre de traiter avec une opposition récalcitrante et surtout un Sénat qui n'entend rien


Madame Marie-Carole Duclervil

lâcher tout en restant favorable aux élections, mais avec des considérations différentes. Résultat des courses, après des mois de dialogues de sourds, de tergiversation et de marronnage sous l'hospice de la Société civile, l'on parvient à renouer un dialogue devant déboucher sur un CEP de consensus même si le groupe des six sénateurs n'est pas tout à fait sur la même longueur d'onde. Mais connaissant les politiques haïtiens, l'on devrait pouvoir réconcilier l'inconciliable. Dans cette affaire, tout le monde semble jouer son rôle comme le « grand frère » semble l'écrire depuis quelque part ailleurs d'Haïti ou au fond des cabinets des ambassades étrangères de la capitale haïtienne.

Sauf que, incontestablement, il y a un des acteurs qui joue une double partition, sinon une fausse note. Peut-être conseillé par un autre « grand cousin » de l'autre côté de l'Atlantique parmi les hordes d'officines formant cet ensemble pluriel qu'est la politique américaine. Cet acteur, contrairement à ce qui est visible, n'est pas celui qu'on croit. Selon toute vraisemblance, c'est le Président Michel Martelly qui fait obstacle à ce qu'on parvient au déblocage du dossier. Après un vote au CSPJ le 11 juin dernier, cinq membres sur sept présents, ce jour-là, pour un effectif de 9 au total, donc la majorité, ont consenti à sacrifier un de leurs représentants au CEP puisque, semble-t-il, c'est l'une des revendications de l'opposition et du groupe des six sénateurs pour qu'enfin, ils facilitent le vote de la loi électorale. Or, si ouvertement la présidence de la République milite pour faciliter de son côté les choses, en privé elle ne cesse d'encourager ses amis de baliser la piste avec de faux éclairages.

'Pour l'opinion publique, le Président Martelly s'active à faire publier un décret appelant le peuple en ses comices et en lançant même sa campagne électorale. Alors que de l'autre côté, son principal allié dans cette entreprise de démolition prend une route totalement opposée. En effet, le CSPJ avec qui il essaie depuis le début de contrôler le Conseil Electoral Provisoire s'organise par la tricherie de son Président à prolonger la crise en refusant d'avaliser le vote de l'assemblée du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire. Du coup tout semble bloqué une fois encore. Or, il est de notoriété publique que le Président du CSPJ est l'homme lige de la présidence de la République dans ce dossier. Depuis longtemps il essaie de nommer des conseillers dociles au CEP en vue de lui en faciliter le contrôle. Le refus de Me Anel Alexis Joseph de ne pas laisser partir la conseillère en question en dit long sur sa partialité dans ce processus électoral, voire dans cette crise préélectorale.

Personne en Haïti ne peut croire à une position de principe de Me Joseph dans la mesure où à maintes fois, il a fait preuve d'une obéissance aveugle au chef de l'Etat. On imagine mal le Président Martelly demander à Me Anel Alexis Joseph de faire diligence afin de sortir de ce bourbier et que celui-ci ignore la demande du locataire du Palais national. Certes, tout le monde reconnaît l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport aux deux autres pouvoirs. Sauf que, depuis la nomination de Me Anel Alexis Joseph à la tête du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) par le Président Martelly, à aucun moment, le patron du CSPJ ne s'est montré vraiment autonome ou soucieux de préserver l'indépendance de son institution. Dans son opposition au vote de ses collègues, il faut surtout chercher à qui profiterait le crime. Pour beaucoup, cette crise dans la crise est tout simplement voulue par le chef de l'Etat et que Me Alexis Joseph n'est qu'une marionnette que la présidence de la République manipule à sa guise.

En refusant de compléter le CEP, les deux compères savent pertinemment qu'ils empêcheraient le CEP de devenir opérationnel et de fait rendent caduques toutes les actions entreprises par son Président, en l'occurrence Fritzo Canton qui lui-même demeure un des éléments du problème. À date, il manque encore deux conseillers au Conseil Electoral Provisoire pour que cet organisme soit complet. Il se trouve que ces deux membres ne souhaitent toujours pas, et ils ont bien raison, d'investir l'institution pas avant que toutes les conditions soient réunies, c'est-à-dire que tous les conseillers reçoivent l'agrément de tous les acteurs concernés par la question. Une position qui les rend grands. Si le

Suite à la page (14)

Manifestation des Normaliens de l'ENS

Les professeurs stagiaires de l'Ecole Normale Supérieur (ENS), l'une des entités de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) ont gagné les rues de la capitale, le mercredi 18 juin dernier pour exiger entre autres le respect du protocole d'accord signé entre le ministre Vanneur Pierre et l'ENS, les rémunérations auxquelles ils ont droit, la nomination de tous les professeurs stagiaires. Il faut rappeler qu'à la fin du mois de décembre 2013 un protocole d'accord a été conclu entre le ministre d'alors et le décanat de l'ENS. Suivant ce dit protocole, le ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) s'engage à accueillir dans ses établissements, pour un stage en cours de formation, les étudiants de l'ENS. Le MENFP s'engage à recruter pour une période de probation d'une année, sur la base de la rémunération d'un enseignant en début de carrière, les certifiés qui manifestent la volonté d'enseigner. Ceux-ci soumettent au MENFP un dossier de candidature pour un stage probatoire d'un an. Le MENFP s'engage à travers ses directions départementales, ses bureaux d'inspection, ses EFACAP et autres structures à accompagner ces jeunes enseignants en période probatoire. Le MENFP s'engage à proposer conformément aux règles de l'Administration publique, un recrutement aux diplômés de MENFP qui auront obtenu au cours de leur période probatoire la note de supervision supérieure.

Les deux (2) parties s'entendent pour que ce protocole d'accord prenne effet à la date de sa signature et reste en vigueur jusqu'au terme du plan opérationnel 2010-2015. Il pourra être prorogé par la signature d'un nouveau protocole ou faire l'objet d'amendement.

Dans le cadre du principe de continuité de l'Etat les stagiaires de l'ENS réclament le respect de ce protocole. Après un stage de 6 mois, plus de 200 professeurs stagiaires exigent leur dû et leur nomination en tant que professeurs. Suite à des mouvements de protestation restés sans réponse, ils ont décidé de passer à une autre vitesse pour faire entendre leurs revendications.

C'est dans cet ordre d'idées qu'ils ont organisé un sit-in devant le Ministère de l'Education nationale le mercredi 18 juin dernier. Ils

Suite à la page (14)

Démolition injuste !



La démolition du coeur de la ville de Port-au-Prince, à partir de la Rue Saint-Honoré, représente un véritable cauchemar

Par Guerdy Jacques Préval

La représentation d'un ensemble d'individus liés par une organisation commune, des intérêts communs, est aussi ancienne que l'homme lui-même. Historiquement, si le Bel-Air – considéré comme le cœur historique de Port-au-Prince –, puis le Morne-à-Tuf avaient donné satisfaction dans le passé, c'est parce qu'ils étaient des cités construites pour des êtres humains. Avec le temps, ils sont devenus des espaces hybrides, où de vieilles coquilles répondaient à des besoins nouveaux.



Une tente sur le site de l'ancien palais de Justice (Le Nouvelliste)

Leurs habitants, pour leur survie, ont été obligés de s'adapter à la nouvelle donne environnementale.

Aujourd'hui, on peut dire que les bâtiments du centre de Port-au-Prince ont une valeur patrimoniale, au sens esthétique, ethnographique (la façon de vivre de la population) et historique.

La démolition du cœur de la deuxième ville de Port-au-Prince, à partir de la Rue Saint-Honoré, représente un véritable cauchemar. Un cauchemar urbain, symbole de tant de problèmes pour les déshérités de ce lieu, et surtout des enfants qui se sentent ainsi pourchassés.

Nous, urbanistes, designers, ingénieurs, architectes, conservateurs patrimoniaux, nous nous souvenons encore du texte du professeur Gerhard Dittrichs, directeur de l'Institut d'urbanisme de Nüremberg, intitulé : *Des tableaux illustrant l'isolement.*

« Il s'agit d'une étude de peinture d'enfants démontrant que dans la parfaite géométrie des villes et de leurs immeubles, les enfants se sentent isolés, enrégimentés et s'ennuient. Ils préfèrent vivre là où il se passe des choses, ils ne sont vraiment heureux que lorsqu'ils peuvent jouer autour des flaques d'eau… fureter parmi les débris de construction ou flâner autour des boutiques dans les rues populeuses. Les enfants mesurent leur liberté au loisir qu'on leur laisse de se mêler aux adultes. Les enfants veulent être là où les évènements se produisent. »

Le séisme du 12 janvier 2010 à lui seul peut-il expliquer la rapidité de cette croisade à la démolition, risque de déshumaniser sous maints rapports ? Quelle est l'intention qui se cache derrière cette initiative ? Les gens de ces quartiers se demandent ce qu'il adviendra de leur ville (le Morne-à-Tuf) et d'eux-mêmes. Cette cadence d'allées et venues des bulldozers, des tracteurs démolisseurs contre les murs d'hier résulte de décisions prises par divers paliers du pouvoir. On peut y ajouter aussi une main internationale, puisque le pays est sous obédience internationale. Les deux ne peuvent pas ignorer que ces décisions affectent ces collectivités.

En principe, dans tout pays où on considère les gens comme des êtres humains, les démolisseurs de l'État ne prennent pas une telle décision sans avoir recueilli au préalable l'adhésion de la collectivité ; en d'autres termes, sans avoir écouté ses commentaires, ses attentes relatifs à cet espace qui la concerne, et où elle a l'intention de demeurer.

Avant même ce processus de destruction, les victimes : fils et filles héritiers de la terre dessalinienne, auraient dû avoir droit non seulement à un forum verbal ou visuel, mais aussi à de multiples discussions, ne serait-ce que sous forme de sondages auprès d'une catégorie représentative de la population concernée. On aurait dû solliciter la participation d'experts, de voix autorisées et compétentes dans des domaines tels l'habitation urbaine, des autorités municipales, des artistes, groupements engagés dans l'étude des problèmes urbains : le transport en commun, le secteur économique, les institutions, les services urbains, entre autres… Les experts s'appuient sur la réalité, celle des résidents, et pas seulement sur des théories.

Cette démolition est-elle une façon de nous dire : il n'y aura plus de quartier du Morne -à-Tuf, que nous aurons le plaisir de visiter, pas même comme site archéologique ? Doit-on regarder, impuissant, notre mémoire d'enfance s'envoler en fumée ? On ne verra pas le Morne-à-Tuf, comme les Italiens disent en observant Venise, depuis que son architecture a atteint sa maturité : « Venise est une ville du

Suite à la page (19)

La Coordination Dessalines dénonce!



Oxygène David, à partir de la droite

Le parti politique Coordination Dessalines (KOD) alerte la presse nationale et internationale , les organisations de droits humains, les partis et organisations politiques internationaux que l'un de ses dirigeants en la personne de David Oxygène est obligé de se mettre à couvert parce que le gouvernement Martelly-Lomothe veut l'intimider. Les raisons de cette persécution à l'endroit de notre camarade se rapportent à sa prise de position qui avant tout demande le départ de Martelly Lamothe et celui de la Minustah.

Il est important de souligner que tout récemment, soit le dimanche 7 juin 2014 des membres de KOD et de Moleghaf au Fort National avaient, par leur mobilisation, empêché au cortège de Martelly de venir distribuer des maillots du Brésil et de l'Argentine à ce quartier défavorisé qui a été gravement frappé par le séisme en 2010 et dont les moyens octroyés pour sa reconstruction ont été dilapidés par les gangs au pouvoir.

En effet, une Toyota Land Cruiser Têt Bœuf, blanche, avec vitres teintées en noir, immatriculée : LO- 00515, souvent utilisée dans le cortège du Président Martelly et une Jeep Rocky de couleur grise sans plaque d'immatriculation marquée *Police*, en rouge, sur la vitre-avant , utilisée généralement par la DCPJ en matière de filature, ont sillonné pendant toute la nuit du 23 juin 2014 le quartier de Fort-National et les quartiers limitrophes à la recherche du militant marxiste-léniniste Oxygène David, Coordonnateur du MOLEGHAF (Mouvement de Liberté, d'Égalité des Haïtiens pour la Fraternité) allié de la FOPARC (Force Patriotique pour le Respect de la Constitution) et dirigeant de la Coordination Dessalines.

Nous rappelons au pouvoir néo-duvaliériste de Martelly que nous ne saurions être pris de panique par l'insécurité et la peur qu'ils veulent établir dans le pays afin de ralentir les mobilisations populaires qui exigent son départ et de poursuivre avec les traites leur mascarade électorale.

La Coordination Dessalines dit Non au retour du régime répressif des Duvalier. Non à la terreur entamée par le «bandit légal» Roro Nelson dans la population à la manière de Ti Bobo, Bòs Pent etc.

En fait les principaux militants recherchés par ces hommes armés ne détenant aucun ordre judiciaire et opérant après 6 h du soir contrairement à la constitution sont Oxygène David, James Samuel Jean, de KOD Fritz Robert et Adelson Voyard.

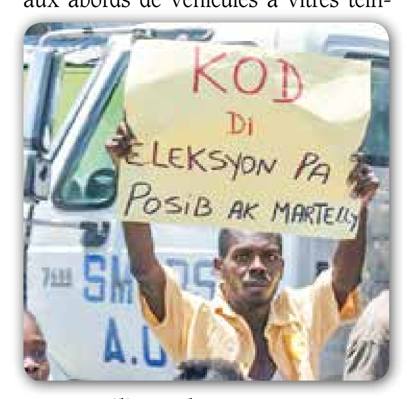
Deux autres Toyota Land Cruiser (ZO REKEN) de couleur noire avec vitres teintées en noir et sans plaques d'immatriculation sillonnent sans arrêt les quartiers de Fort-National et Poste-Marchand depuis cinq jours.

Dans la nuit du dimanche 7 juin 2014, le militant de la FOPARC, Maxo Gaspard, a connu les rigueurs d'un commando de l'USGPN (Unité de la Sécurité Générale du Palais National) qui l'a kidnappé en face de la Mairie de Delmas puis l'a battu à mort. Ayant parcouru avec lui les quartiers de Gérald Bataille, Clercine et Tabarre, ils l'ont conduit dans les parages de l'Université de la Fondation Aristide pour l'abattre. Il a eu la vie sauve grâce à une patrouille de la MINUSTAH qui passait au moment où ces criminels d'Etat encagoulés le faisaient descendre du véhicule pour l'exécuter.

Dans la nuit du vendredi 13 juin 2014 un autre commando encagoulé composé d'hommes de la DCPJ et de la SDPJ se sont rendus dans la résidence de la militante de la FOPARC Michelle Obas. Ne l'ayant pas trouvée chez elle, ils ont agressé les membres de sa famille notamment son petit frère Junior Obas. Ils ont déclaré que la militante doit payer pour sa position contre le régime Martelly/Lamothe. Ils ont tiré plusieurs coups de feu en l'air pour intimider la population.

Quelques jours plus tard le porte-parole adjoint de la Police Nationale d'Haïti déclarait sur les ondes de la Radio Zénith que ces hommes ne font pas partie de la Police malgré le fait que les habitants de Delmas 91 ont confirmé qu'il s'agissait effectivement de véhicules et d'agents de la PNH.

Enfin, depuis l'ouverture de la Coupe du monde su Brésil, on assiste chaque soir à une intensification de points fixes et de patrouilles mobiles avec des hommes encagoulés circulant aux abords de véhicules à vitres teintées et sans plaques d'immatriculation. Aucune explication n'est donnée par le Directeur Général de la PNH sur la création et le fonctionnement de cette nouvelle unité spécialisée dans la répression et l'intimidation.



Un militant de KOD avec une pancarte disant : pas d'élections possibles avec Martelly

Certaines informations pour cet article ont été recueillies de l'avocat Newton Louis St Juste, puis,

Signées et approuvées par
Henriot Dorcent
Thomas Jean Dieufaite
Berthony Dupont

Masturbation au sein de l'opposition

Par Pierre Kiroule

Nous avons lu, sans surprise aucune, la fameuse, fumeuse, brumeuse, vaporeuse, filandreuse, fuligineuse «Déclaration de l'Opposition haïtienne sur le processus électoral», processus concocté dans les casseroles washingtoniennes, à feu doux, à l'usage de *fou dou*. Si les signataires n'avaient une certaine formation intellectuelle, on aurait cru à quelque déformation pathologique de leurs processus mentaux. Or, ce n'est pas le cas. Il faut chercher ailleurs la réponse au comportement infantile, puérile, débile, stérile, asthénique, rachitique, anémique, de ces messieurs et dames.

Depuis trois ans, les élections auraient dû avoir lieu, mais jusqu'à présent Martelly n'a pas arrêté de jouer au plus malin. C'est un fieffé menteur, un bluffeur invétéré dont la sournoiserie n'a d'égale que son hypocrisie à jouer au partisan de l'État de droit. Son parcours durant sa présidence n'a été qu'une cascade d'entorses graves à la démocratie, une accumulation d'insupportables dérives, une permanence dans l'insulte à l'intelligence humaine, une volonté manifeste de renouer avec les pratiques rétrogrades et liberticides de Duvalier, une vassalisation à outrance des deux autres pouvoirs.

Alors comment s'attendre à des élections honnêtes, sincères, démocratiques avec un Martelly qui a vendu son âme au diable impérialiste ? Comment au vu et au su des violences crues de Martelly faites à la décence, morale et politique, les signataires de cette déclaration peuvent-ils encore être «préoccupés par les manœuvres du pouvoir en place dans le traitement du dossier électoral» ? Ils savent que les dés sont déjà pipés.

Pourquoi cette délectation à se gargariser de phrases et périphrases *raz* du genre : «Dénoncer les manœuvres déloyales du pouvoir… Dénoncer et rejeter la politique de violation systématique de la constitution et de la loi électorale et ne pas accepter de telles violations comme un fait accompli, indiscutable et irréversible… Démasquer les menées du Conseil Électoral Provisoire illégal et inconstitutionnel», alors que ce beau monde de l'opposition sait qu'il n'a aucune force face à Martelly, et que ce dernier se fiche éperdument du droit, des droits de tous et même d'une droite «droite-et-gauche» d'opposition, sans principe, qui n'a cure des besoins des masses.

Autrement, pourquoi cette opposition ne se lie-t-elle pas aux organisations de masse conséquentes pour occuper le macadam de façon permanente, organisée, et réclamer le départ non seulement de la clique à Martelly, gang de vendeurs de patrie, mais aussi de la MINUSTAH ? Non, elle n'est pas encore adulte d'un point de vue nationaliste et anti-impérialiste. Elle est faite d'adolescents politiques lèche-cul de l'impérialisme, encrassés dans leur conscience de classe *restavèk* du pouvoir impérial, et dans leur peur bleue, viscérale du «*popoulo*», des mobilisations et du réveil des masses.

La réponse à leur comportement stérile et débile, il faut la trouver dans leur plaisir à la masturbation politique qui n'a jamais été féconde en réalisations décisives. L'opposition tourne à vide, satisfaite seulement de «mettre en garde tous ceux, nationaux ou étrangers qui veulent maintenir notre pays dans une instabilité politique permanente» ; satisfaite de petites jouissances saccadées sans lendemain. Dans ce sens, elle se livre à des virées et dévirées oratoires, déclamatoires, intenses, mais inutiles, vaines, dérisoires, insignifiantes.

Refusant de faire corps avec la force du peuple, elle restera toujours, en tant que petite-bourgeoisie/classe moyenne frileuse, peureuse, timorée, pusillanime, à la traîne de la bourgeoisie et de l'empire, satisfaite de miettes dont elle se gavera au lendemain d'élections truquées, à sens unique, à la plus grande satisfaction des commandeurs locaux à la solde de Washington. Tristes *politichiens* !

Seules «les mains magiciennes du peuple» pourront sortir le pays du désastre moral, politique dans lequel l'ont plongé les chacals au pouvoir. Malheureusement, l'opposition ne s'en est pas encore rendue compte : ce qui est un autre désastre.

Du maréchal Sissi au président sisi

Du sens des mots et de leur utilisation

Par Fanfan la Tulipe

Des anthropologues, des archéologues, des paléontologues, des généticiens, des linguistes se sont penchés sur la question de l'origine des langues. Contrairement à Merritt Ruhlen qui a avancé la thèse d'une proto-langue mère originelle et commune à toutes les superfamilles, le linguiste français Claude Hagège réfute cette monogénèse linguiste qu'il considère être un mythe : le mythe d'une langue commune unique. Sans doute ne suis-je qu'une oseille, pour ne pas dire une oseillette, dans la soupe de la linguistique, toutefois j'ose avancer, oseillement, que je suis d'accord avec Hagège.

Dans *L'Homme de paroles* (Fayard, 1996) Hagège écrit : «Contrairement à l'idée courante, il est très probable que l'immense diversité des idiomes aujourd'hui attestés ne se ramène pas à une langue originelle unique pour toute l'humanité. S'il y a unicité, c'est celle de la faculté de langage propre aux hominiens et non celle de la langue elle-même. À l'origine, donc, une seule espèce (monogénétisme de la lignée), mais non un seul idiome (polygénisme des langues)». Quoiqu'il en soit, l'origine des langues reste toujours une énigme pour la science.

Les spécialistes s'accordent à dire qu'il y a environ 6 000 langues parlées dans le monde. De 10 à 20, extrêmement peu pratiquées, disparaissent apparemment chaque année. Les langues s'adaptent, se modifient, se renouvellent, s'enrichissent sans cesse au gré de multiples facteurs. Le français, on le sait, dérive bien du latin. Le brassage du français avec différentes langues africaines, dans le contexte de l'esclavage à St. Domingue, a donné naissance à notre créole qui, chemin faisant, a emprunté à l'espagnol et à l'anglais. Dans l'aire linguistique franco-anglo-hispano-créolophone qui nous concerne, nous savons qu'un même mot peut avoir un sens différent, selon la langue considérée. Ainsi, en français, le mot «coco» désigne soit le fruit du cocotier, soit un individu peu recommandable comme lorsqu'on dit un drôle de coco, soit un œuf dans le langage enfantin, soit même, de façon familière, la cocaïne. Ce peut être aussi un terme d'affection, comme dans : écoute mon joli coco.

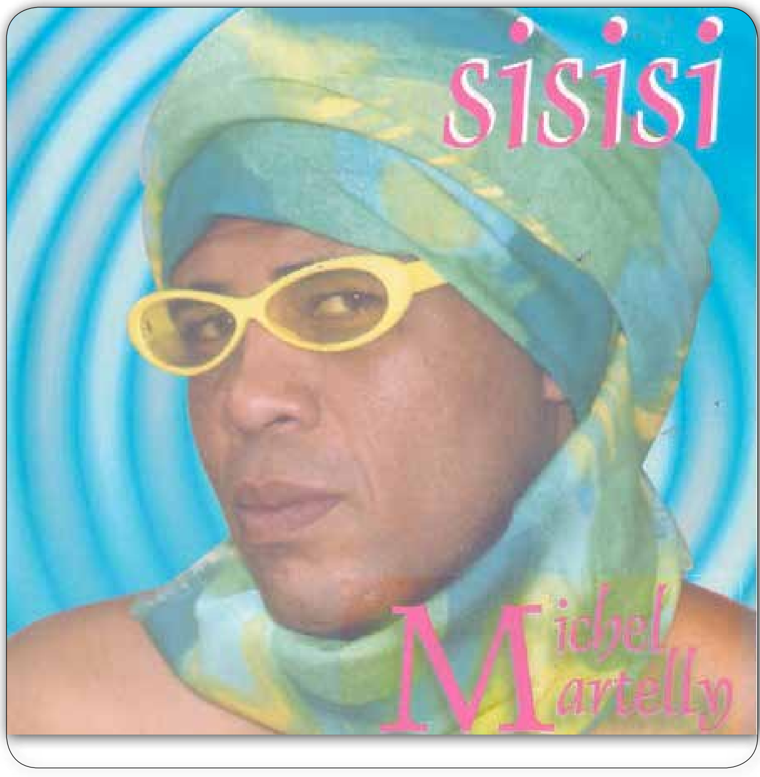
En espagnol, «coco» désigne le fruit du cocotier, mais aussi le ciboulot comme dans l'expression *estar mal del coco*: être cinglé. L'expression *un coco de chico* correspond au français : un garçon laid comme un pou. Mais, dans notre vernaculaire, «coco», est supposé être un «gros mot», sans doute d'usage courant dans le vocabulaire de Martelly. En créole, le mot «Cocotte», synonyme de chérie, est évidemment un terme affectueux. «Cocotte» comme un surnom familier est courant en Haïti. Alors qu'en français une cocotte désigne ou bien une marmite avec anse et couvercle, ou bien une poule dans le langage enfantin, ou même, familièrement un cheval comme dans l'expression : Hue, cocotte ! C'est aussi un terme d'affection à l'endroit d'une femme ou d'une fillette.

Zen est un mot japonais utilisé en français et qui se réfère à une importante école bouddhiste, originaire de Chine, introduite au Japon au XIIe siècle. En français, le mot zen est aussi utilisé pour signifier un état de tranquillité, d'indifférence à l'agitation du monde ; c'est devenu dans le langage courant un adjectif synonyme de « serein », comme dans l'expression : restez zen. Alors que chez nous, un *zen* c'est autre chose. Ni une école, ni un état de sérénité. C'est un mode de fonctionnement des individus pour colporter des ragots, des canulars, des racontars, des bobards, des cancans, parfois des faits réels. Dans ce sens, le président Martelly est une source intarissable de *zen*, les uns plus juteux que les autres. Ainsi, ses proverbiales performances «gouyadesques» carnavalesques font partie de l'univers «zennesque» haïtien.

Le terme «vagabond», en français, et le mot «*vagabundo*» en espagnol font tous deux référence à une personne qui n'a ni domicile, ni moyen de subsistance, ni profession. En créole, *yon vakabon*, un terme péjoratif, se rapporte à un mauvais coucheur, un individu sans principes, sans conduite morale, prêt à tous les mauvais coups. Quant au mot «vagabondage», il se rapporte à l'idée de vagabonder, errer çà et là ; à l'état de celui qui n'a ni domicile ni moyens de subsistance licite ; ou encore à des divagations de l'esprit dans le sens de rêverie.



Le maréchal Sissi devenu président. Une de ses marottes: les tests de virginitésur toute femme manifestant sur la place publique.



Un «sisi» en mal de cul de journaliste.

Pour nous Haïtiens, «vagabondage» est un terme péjoratif dont l'usage est réservé au comportement peu recommandable d'individus sans principes, sans grande moralité, sans règle de conduite. Dans cet ordre d'idées nombre de nos politiciens sont passés maîtres dans la pratique du vagabondage. C'est du «vagabondage» quand un politicien retors prétend nous faire accepter les pratiques honteuses du régime haïtien actuel pour des avancées positives. Ce comportement a toutefois des degrés, allant des actes d'abus d'autorité d'un commissaire de gouvernement trop zélé aux «vagabondages» d'un Martelly bénéficiaire, selon la journaliste Nuria Piera, des dessous-de-table d'un sénateur dominicain maffieux, avant et pendant sa présidence.

Après ce détour vagabond, j'en arrive maintenant au maréchal Sissi, dont le patronyme entier est Abdel Fattah Al-Sissi. Il s'agit de ce militaire et homme d'État égyptien, président de la République arabe d'Égypte depuis le 8 juin 2014. Formé d'abord à l'académie militaire britannique *Joint Services Command and Staff College*, ensuite à la *United States Army War College*, ancien chef des services de renseignements militaires, il a gravi les échelons des forces armées jusqu'à en devenir général, ministre de la défense, maréchal, et enfin candidat à la présidence.

«Prisonnier de la reconnaissance nationale» pour avoir été le cerveau du coup d'État contre le président Morsi, légitimement élu mais qui n'était pas en odeur de sainteté auprès de Washington, Sissi, ce brave serviteur des États-Unis, le 28 mai 2014, remportait l'élection présidentielle avec 96 % des suffrages, dans un contexte d'abstention supérieure à 50 % et de fraudes massives. Le mec est fameux pour avoir justifié, selon *Le Point* (26 juin 2011), l'utilisation saugrenue de tests de virginité (sic) sur les femmes participant à des manifestations, ce « pour protéger l'armée contre des accusations possibles de viol » (resic).

Dès que les journaux à travers le monde eurent annoncé «l'écrasante victoire» du militaire, c'est plutôt le nom *Sissi* qui a attiré mon attention. Je me suis dit tiens ! En voilà un patronyme ! J'ai voulu savoir si *Sissi*, en arabe, avait une signification particulière. Malgré une recherche assidue, déterminée et opiniâtre, je n'ai pas été «six dans les douze». Non, je n'ai rien trouvé du genre *zen* qui m'eût facilité la tâche. Mais j'ai quand même fait connaissance avec un personnage très spécial : Élisabeth Amélie Eugénie de Wittelsbach, duchesse en Bavière puis impératrice d'Autriche et reine de Hongrie, par son mariage, et universellement connue sous le surnom de «Sissi». Neurasthénique et souffrant d'anorexie mentale, elle fut assassinée, la pauvre, le 10 septembre 1898, à Genève, par un illuminé italien.

De guerre lasse, je me suis rabattu sur le quolibet *sisi*, une variante, un diminutif de *masisi* qui est un descriptif mal sonnant en Haïti. Je me suis alors rappelé le CD *Sisisi* de Micky Martelly. Je me suis aussi rappelé cette video *Kale zo*, où Martelly, dans un langage extrêmement vulgaire et grossier fait allusion à ses frasques sexuelles «massisseutiques», imaginaires ou réelles avec le député-musicien Gracia Delva, le musicien chanteur Allan Cavé ou son rival de carnaval Roberto Martino de T-Vice*, de quoi vous donner la nausée. Et j'ai commencé à m'interroger sur la vraie nature de ce président porté au pouvoir par les magouilles du couple Clinton.

Tout doute a été levé lorsque Martelly a eu la vulgarité de malencontreuses et indécentes propositions faites, en public, au journaliste de Scoop FM, Germain Etienne, en lui proposant de répondre à toutes ses questions dans l'intimité d'une chambre à coucher. Était-il sous l'effet d'une «prise» de poudre blanche? Quel musc secrété par le mâle Étienne a pu stimuler les «récepteurs» du chanteur dévergondé ? Martelly se meut-il sur terre masculine ou sur eau féminine ? Est-il «amphibie» ? Est-il un «tout-terrain» ? A-t-il de ses pulsions instinctuelles qui lui font reconnaître instantanément un «bon partenaire» ?

Vraiment le docteur Harrisson Ernest, psychiatre de son état, devrait offrir quelques séances psychanalytique et psychothérapeutiques à son bienfaiteur Martelly, le faire s'allonger sur le divan freudien et chercher à pénétrer les profondeurs de la conscience de Micky pour savoir quand et comment les mécanismes internes du mec ont foutu le camp.

Si nous n'avons pas pu trouver de trous aux manches des moeurs du maréchal Sissi, par contre Martelly, le président, s'est laissé aller à ses tendances «sissiques» pour ne pas dire «(ma)ssisseutiques». Aussi, pouvons-nous nous demander : le suivant, *kiyès ki te la avan* ? Entrez. Delva ? Cavé ? Martino ou un autre ? Entrez. Quelle calamité pour le pays !

*** voir la video : http://www.youtube.com/watch?v=7aGLO49CwIE**

SNJBD ap denonse ajisman Youri Latortue nan depatman Latibonit la!

Solidarite Nasyonal Jèn pou Batay Demokratik la (SNJBD) denonse ak tout fòs li ansyen senatè, ki vin konseye prezidan tètkale a, Youri Latortue ki pran depatman Latibonit lan ann otaj. Li lage yon bann bandi legal, k ap teworize popilasyon an. Li pran plezi nan revoke moun k ap bay popilasyon sèvis pou tikrik, tikrak nan administrasyon piblik la, pou l mete moun pa l. Tout zak malonèt ki komèt nan depatman Latibonit la, popilasyon an toujou ap tande non Youri Latortue ladan yo. Se konsa nou te tande non senatè a ap site nan disparisyon gwo trafikan dwog la, Evinx Daniel, nan mwa janvye pase a.

Se nan menm kad sa a, Youri Latortue fè transfere ofisye Eta sivil Gonayiv la, Luc Raymond, ki te toujou ap bay popilasyon an bon sèvis, poutèt li pa t vle al patisipe nan eleksyon ki gen pou fèt yo sou banyè pati li a Ayiti Ann Aksyon. Sou lòd Youri Latortue minis jistis la Jean Renel Sanon transfere ofisye a nan komin Dessalines, lokalite Atchevo epi li mete nan plas li Gustin Phoney yon moun yo te mete andisponibilite pou move zafè nan administrasyon piblik la. Popilasyon an te fache anpil kont desizyon gwo ponyèt sa a, te patisipe nan yon sitin mèkredi 18 jen an. Pwotestatè yo te di mèt Luc Raymond te konn bay popilasyon an bon sèvi, nan fè batistè yo gratis, fè konnen ofisye a pap fè yon pa kite yon pa nago, fòk li retounen nan plas li, pou l kontinye bay popilasyon an sèvis. Se konsa plizyè dizèn sitwayen déjà siyen yon petisyon pou mande retou ofisye an nan plas li pou l kontinye fè travay li.



Youri Latortue, Thierry Mayard Paul ak Michel Martelly

Yon lòt kote SNJBD kondane ak tout fòs li zak represyon pouvwa tètkale te voye fè sou peyizan yo, ki t ap manifeste na ba-Latibonit lan, nan Senmak kont p pri angrè k ap monte san gade dèyè sou mache a, pou mande bon jan zouti agrikòl epi netwaye kanal yo. SNJBD fè konnen se chak fwa peyizan yo nan depatman Latibonit ap manifeste pou mande dlo potab, elektrisite, konstriksyon lekòl, lopital, wout ak pon pouvwa Martelly-Lamothe-Latortue a voye lapolis restavèk li a al tire bal sou manifestan yo, touye yo oubyen voye yo al kouche sou kabann lopital. Nou menm peyizan Latibonit n ap mande eske se sa ki repons peyizan ? kout baton, bal, kout bòt, chikungunya, kraze kay moun nan Pòtoprens, mete peyizan yo deyò sou ti moso tè yo nan Ilavach….

N ap raple tou, sitwayen Hervé Méristil, nan komin Senmak denonse grandon Joe Pina, ki jwenn sipò ansyen senatè Latibonit lan, François Bergomme ak Youri Latortue pou vòlè tè fanmi Pierre-Louis nan Senmak. Pou l fini, SNJBD fè konnen li pote sipò l bay gwoup 6 senatè yo nan Sena a, ki mande aplikasyon lespri atik 289 konstitisyon pou mete yon konsèy elektoral pwovizwa kanpe pou fè eleksyon lib nan peyi a. Li denonse tou konpòtman restavèk prezidan CSPJ a, Anel Alexis Joseph, ki te rive nan tèt kou kasasyon gras ak tout magouy Youri Latortue te fè nan Sena. Li te fè magouy sa yo pou l te ka kenbe Lajistis anba men l pou yo pa jije pou tout krim li komèt.

Si nou gade byen n ap wè, men Youri Latortue tranpe nan tout move zak k ap komèt nan depatman Latibonit la. Solidarite Nasyonal Jèn yo pou Batay Demokratik la pran angajman pou mennen yon batay kont tout moun ki kanpe ankwa po bloke pwosesis demokratik la vanse nan peyi Ayiti, patikilyèman ekip tètkale kale Martelly-Lamothe- Latortue a k ap kale tèt pèp la ak manti, blòf, kòripsyon, pwogrann.

Petisyon pou ofisye Luc Raymond tounen nan pòs li



Patizan ofisye Luc Raymond k ap manifeste pou mande pou l retounen nan pòs li

Anviwon set mil (7000) moun nan komin Gonayiv mande nan pou ofisye Luc Raymond tounen nan pòs li

Aprè kenzan (15) zan li pase nan pòs li san l pa janm resevwa yon lèt blam, ofisye Eta Sivil Seksyon Sid Gonayiv la, Me. Luc RAYMOND jwenn transfè pou At Chevo, dezyèm Seksyon Desalin, yon lòt jiridiksyon nan Latibonit nan kondisyon anpil moun pa konprann ni pa dakò .Se M. Phoney Gustin ki ranplase ofisye Luc ki te, nan yon premye tan apranti klèk nan biwo ofisye Luc la. Li te vin ofisye Eta Sivil At Chevo men, Ministè a te mete l kanpe depi kèk tan pou fot grav. Daprè kèk enfomasyon M. Phoney se yon moun malad ki ta sanse menm pèdi tèt li, gen bri k ap kouri nan lavil la se li ki ta sasinen manman l. Se ofisye sa a, yo voye bay moun Gonayiv jodi a.

Oganizasyon yo di yo satisfè ak travay ofisye Luc ki tap sèvi popilasyon an, sitou moun senk (5) seksyon yo, san lajan. Enfòmasyon tout eli lokal yo, Kazèk ak Azèk, konfime. Koulye a, nouvo ofisye a fè moun yo peye senk san (500) goud pou dekrè.

Pou yo pwoteste kont tout plan sasinay, denigreman ak kont transfè sa a, yo kalifye ki se yon manèv ak pèsekisyon politik yon sektè ki vle kontinye kontwole vil la ak anpeche ofisye Luc al nan eleksyon pou l pa vin Majistra komin nan, senk (5) seksyon yo pase 2 semèn ap fè sitin pou mande Ministè a tounen sou desizyon degrenngoch sa a. Jodia, reprezantan plizye oganizasyon prezante bay laprès ak lajistis pou konsta yon petisyon ki plis pase sèt mil (7000) moun Gonayiv siyen pou mande Ministè lajistis ak Primati tounen ofisye Luc Raymond nan pòs li.Tounen ofisye At Chevo a nan pòs li. Si se pa sa, tout oganizasyon ki apiye aktivite sa yo tankou: OLEDSCA, DRAMS, RALUG, MJPG, AVIPRODES, RAMUDDA, AFSG, MOSINAHADO, ODCJG, AJBD, OFVDB, ASCOP, REANAR, AJIPAM, OJPG, OVIDA, APDB, elatriye…. pwojte pou fè mach pasifik ak pou chofe beton an jouk yo rive jwenn satisfaksyon nan revandikasyon yo.

Rapatriman Philippe Markington pou fè ki sa?



Samdi ki sot pase a, Philippe Markington yon moun ki te akize nan zak sasinay Jean Dominique ak Jean Claude Louissaint rantre nan peyi a. Se depi nan lane 2004, petèt lè koudeta a konplis li yo te fè l sove nan prizon pou l al pran refij nan peyi Ajantin, jodia anpil moun ap mande ki sa ki kache dèyè rapatriman sa a ?

Se Entèpòl ki te arete misye an Ajantin sou lòd Direksyon Santral Lapolis Jidisyè (DCPJ), ki wòl gouvènman Martelly-Lamothe la ak Kominote Entènasyonal malpouwont lan ap jwe nan konplo sa a ? Detoutfason, se pa san rezon yo fè bandi yo a tounen nan peyi a , men n ap tann yo tou.

Ki jou na wè tou, yo parèt ak Clifford Brandt, Sonson la Familia devan yon jij pou yo rann kont konbyen moun yo touye, kidnape e ki moun ki te konn patwone yo ?

Demande de comptes: pour le procès des dérives gouvernementales

Par Mauley Colas

L'une des caractéristiques des sociétés démocratiques est celle d'interpeller tout individu, au moment opportun, pour lui demander des comptes. Quelque soit le poste qu'il a occupé, il sera questionné selon la loi pour évaluer ses actions. Dans les sociétés démocratiques, la loi est au-dessus de tout individu, raison pour laquelle ce dernier doit se plier sous les exigences qu'elle impose. Il ne faut pas voir la loi de manière désincarnée. Pour qu'elle soit fonctionnelle, il y a des institutions politiques et de justice qui sont mises sur pied pour permettre la mise en application des exigences formulées sous forme de règles juridiques, expliquant les procédures que tout citoyen doit suivre.

Les dirigeants du pouvoir de l'Etat doivent se porter garants du respect des lois nationales. Leur rôle est de veiller au fonctionnement des institutions publiques. Cette fonction relève d'une obligation constitutionnelle et morale. Elle fait des dirigeants des serviteurs de l'État et ne les hisse pas au-dessus de la loi. Comme tout individu, les dirigeants de l'État sont passibles de sanction si leur action s'inscrit en violation des prescrits légaux. Dans un système parlementaire, les règles du jeu démocratiques sont fixées par la loi et les parlementaires en tant que législateurs et représentants du peuple. Le législatif détient le pouvoir de légiférer, de contrôler, et de sanctionner des actions gouvernementales. Cela signifie qu'un mandant présidentiel reste une simple formalité. Elle ne fait que limiter le pouvoir du président dans le temps que certains appellent « temps constitutionnel ». Un mandat n'est pas une carte blanche que le peuple donne au chef de l'État, lui permettant de diriger le pays comme bon lui semble. Son action doit être surveillée, contrôlée et sanctionnée.

Si dans le pouvoir charismatique, celui qui dirige se confond avec la loi, et que, en fonction de son émotion et son charisme, viole les principes qui déterminent le mode de fonctionnement de sa société, il est important de faire remarquer que dans un régime démocratique, le pouvoir est déterminé par les contraintes mêmes que celui qui dirige a comme un poids lourd sur le dos. L'histoire des sociétés démocratiques est remplie de procès des chefs de gouvernement qui ont été interpellés par la justice de leur pays pour venir rendre compte. Récemment, en France l'ancien président Jacques Chirac, pour ne citer que cet exemple, a été interpellé pour venir rendre compte de son administration. Cela montre que celui qui est élu par le peuple ne dirige pas pour lui-même, mais pour le peuple, en fonction de la loi, ce que Max Weber appelle pouvoir rationnel-légal.

Si cela est une pratique institutionnelle dans la société démocratique, dans le cas de la société haïtienne, il se trouve que l'on est dans une tradition politique qui ne demande des comptes à aucun chef d'État. Selon Alain Turnier, ce n'est que par des manifestations populaires amenant le plus souvent au renversement des gouvernements que la nation demande des comptes (1989). Cependant, cette manière de demander des comptes par la population haïtienne n'arrive pas réellement à résoudre le problème de la corruption, de détournement des fonds du pays par différents gouvernements. Or, dans le cadre d'une démocratie, il est une fonction institutionnelle importante d'évaluer constamment les administrations gouvernementales.



Le bâtiment de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux Administratif à l'Avenue Christophe



Les dix nouveaux Juges de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif

Demander des comptes est une des responsabilités incombant au pouvoir parlementaire haïtien. On a même une Cour supérieure des comptes qui assure également cette fonction combien importante pour la bonne gestion de la chose publique. Dans sa fonction de contrôle, le parlement se trouve secondé par cette Cour supérieure, chargée de contrôler les actions des gouvernements et des contentieux administratifs (CSCCA). Selon l'article 2 du décret qui a été pris sous le Gouvernement provisoire du président Boniface concernant cette entité, est stipulé que « *la CSCCA est une Institution indépendante qui a pour mission de juger les actes de l'Administration Publique, les comptes des Ordonnateurs et Comptables de deniers publics et d'assister le Parlement et l'Exécutif dans le contrôle de l'exécution des lois et dispositions réglementaires concernant le Budget et la Comptabilité Publique* ». Selon cet article, cette institution, étant indépendante, a la responsabilité de tout contrôler en termes financiers et administratifs dans le sens de l'intérêt public. Elle a pour responsabilité de contrôler également tous les organismes qui bénéficient d'une aide financière de l'État.

Cependant, malheureusement ces deux institutions ont failli à leur mission constitutionnelle. Si en théorie, il y a des provisions légales qui donnent droit à ces institutions de questionner et d'interpeller l'exécutif, la réalité trace l'ébauche d'une autre configuration politique selon laquelle ce pouvoir exécutif ne se plie pas à cette obligation constitutionnelle. À quelques rares exceptions, on assiste à des simulacres quand il s'agit des affaires de certains parlementaires qui utilisent ce principe de « demande des comptes » comme moyen de pression pour négocier leurs intérêts mesquins avec les gens du gouvernement. Mais, en général, ces institutions restées muettes depuis trois ans sur les graves allégations de corruption qui pèsent sur le gouvernement. Tout semble montrer qu'elles ont vendu la mèche en restant impuissantes devant des cas patents de corruption dénoncés par certains membres de la société civile.

Le gouvernement « tèt kale » fonctionne actuellement en dehors de toutes normes institutionnelles. Il semble qu'il ne risque rien en réalité, comme ses prédécesseurs d'ailleurs, en dépit des débats animés dans les médias sur des cas de détournement, de gaspillages, d'actions arbitraires et de dérives administratives. Rappelons les arrestations arbitraires de ce gouvernement, la taxe prélevée sur l'argent transféré de la diaspora qui n'est pas jusqu'à présent budgétisée, les 3,4 million de dollars donnés par le gouvernement de l'Uruguay que le premier Ministre utilise sans que cet argent soit déposé dans le trésor public. Pensons au projet des lampadaires qui n'aura eu aucun impact réel sur le développement pays, tandis que cet argent dépensé par les deux chefs du

Suite à la page (16)

Le Brésil, nouvel Eldorado pour les migrants haïtiens et africains ?



Il y a deux mois, plus de 1.000 personnes vivaient dans le camp, sans nourriture, ni électricité. Une situation critique qui a poussé les autorités brésiliennes à réagir. Les conditions d'accueil ont été améliorées.



Il n'est pas rare que les mêmes entreprises qui viennent recruter sur place ne respectent pas leur promesse. De nombreux Haïtiens, ces derniers mois, en ont fait l'amère expérience avec des salaires versés inférieurs à ceux qui avaient été promis.
© RFI/François Cardona



A Brasileia, la frontière avec la Bolivie est rarement contrôlée. Haïtiens et Africains franchissent librement le pont qui sépare les deux pays. Entre 40 et 50 émigrés arrivent au Brésil tous les jours.
© RFI/François Cardona

Par François Cardona

A la frontière entre le Brésil et la Bolivie, la petite ville de Brasileia est devenue la principale porte d'entrée des émigrés du tiers-monde, venus chercher du travail au Brésil. Depuis trois ans, plus de 9 000 personnes ont quitté Haïti, avec l'espoir de recommencer une nouvelle vie. Ils sont aujourd'hui rejoints par des Africains sur le chemin de l'exil. Eux aussi veulent trouver un emploi au Brésil. Mais, bloqués au milieu de l'Amazonie, des centaines de réfugiés vivent aujourd'hui dans un camp de fortune. Ils attendent des papiers, un visa, et surtout d'être embauchés par des entrepreneurs brésiliens, qui viennent de très loin pour recruter cette main-d'œuvre bon marché.

Le soleil vient de se lever à Brasileia. Dans le camp, les émigrés sont déjà en train de ranger leurs affaires. Les femmes font la lessive, les hommes rangent les matelas crasseux sur lesquels tout le monde ici a passé la nuit. Quelques enfants jouent dans la poussière.

Sous une immense tente, installée près d'un préau ouvert aux quatre vents, s'entassent ce matin plus de 450 réfugiés. La grande majorité est originaire d'Haïti. Mais depuis le début de l'année, des Africains arrivent de plus en plus nombreux à Brasileia pour tenter leur chance au Brésil, le pays du plein emploi. Depuis le début de l'année, ils sont plus de 250 en provenance du Sénégal, d'Afrique du Sud et de Tanzanie à avoir franchi la

Suite à la page (15)

Manifestation contre Martelly et Lamothe !

Par Thomas Péralte

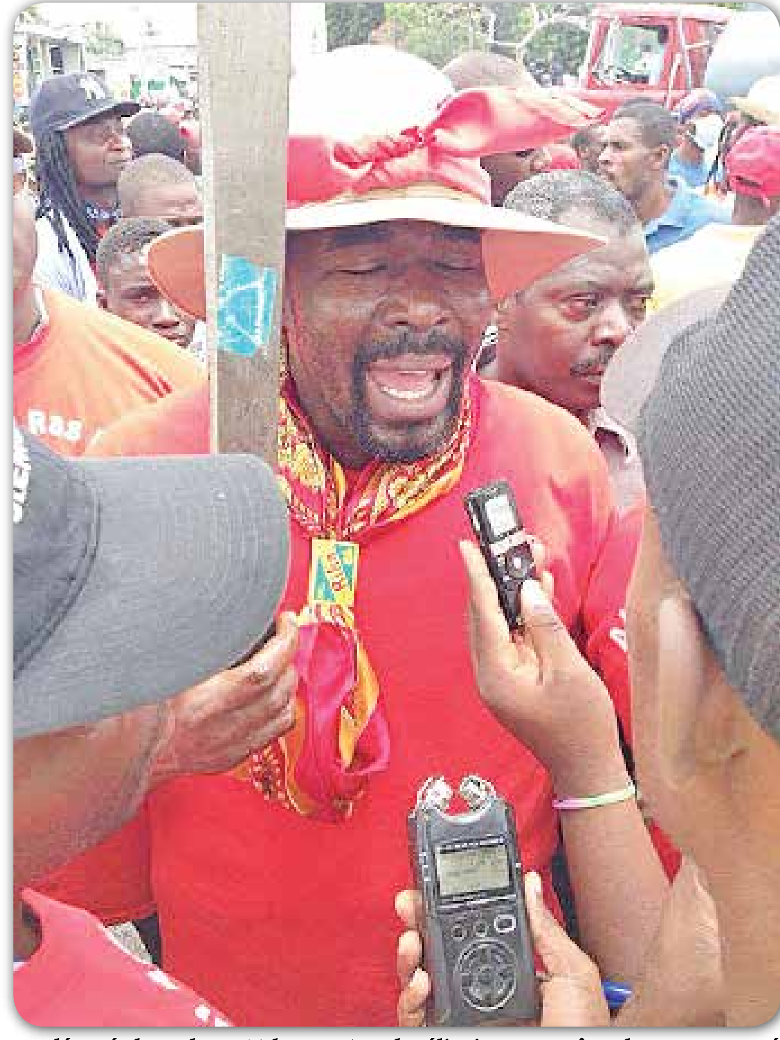
En dépit de la célébration de la fête Dieu le jeudi 19 juin dernier et des huit jours qui ont suivi le lancement du déroulement du mondial 2014, des milliers de personnes ont participé activement dans une manifestation anti-Martelly et anti-Lamothe le jeudi 19 juin à Port-au-Prince. Cette initiative a été prise par des organisations de base du mouvement Lavalas telles : Force Patriotique pour le Respect de la Constitution (FORPARK), Mouvement d'Opposition populaire (MONOP), Mouvement Grand Bel-Air et autres. Les manifestants issus des quartiers pauvres de la zone métropolitaine de la capitale se disent déterminés à mener le combat pour le renversement du régime de Martelly-Lamothe qui représente un danger pour la démocratie qui s'y implante et une menace pour la morale publique.

Pour montrer leur attachement aux idéaux de Dessalines, les organisateurs ont choisi de démarrer cette manifestation au pied du monument du père fondateur de la nation haïtienne au Pont-Rouge. De là, les manifestants ont eu le temps de parcourir d'autres quartiers populaires, tels : La Saline, Saint-Martin avant d'emprunter la route de Delmas, dans le but d'atteindre la commune de Pétion-ville.

Les principaux organisateurs portaient des T-shirt sur lesquels était inscrit ce slogan : « *Grenadye alaso : batay ras, batay klas.* » Ce slogan appelle tous les fils de Dessalines à s'unir comme un seul homme pour déchouquer les bandits légaux Martelly-Lamothe, soutenus par les Etats-Unis, l'ONU, la France, le Canada, l'OEA, l'Union Européenne et consorts. Comme d'habitude, une cérémonie au flambeau s'est déroulée avant le démarrage de la manifestation.

Bien que les organisations populaires n'aient jamais cessé d'exiger le départ des deux chefs de l'exécutif Martelly et Lamothe, il a été toutefois constaté que le député de Delmas-Tabarre, Arnel Bélizaire tout vêtu de rouge, armé d'une machette couline, continue lui de réclamer haut et fort seulement la démission du Premier ministre Laurent Salvador Lamothe qui, disait-il, ne fait pas confiance aux investisseurs étrangers. Selon lui, la bataille aujourd'hui doit être orientée directement contre Laurent Lamothe, pas contre Martelly.

En ce sens, il rejoint ce qu'avait déclaré la dirigeante de Fanmi Lavalas Maryse Narcisse le samedi 29 mars 2014, au cours de la manif commémorant l'anniversaire de la Constitution haïtienne de 1987 : « Lamothe doit partir, il symbolise la corruption, le gaspillage des ressources du pays, la misère, le chômage, l'insécurité, l'impunité, le mensonge, le kidnapping.... ». Ce qui prouve clairement la grave contradiction entre les organisations de base de Fanmi Lavalas et leurs dirigeants.



Le député de Delmas-Tabarre, Arnel Bélizaire tout vêtu de rouge, armé d'une machette couline, continue lui de réclamer haut et fort seulement la démission du Premier ministre Laurent Salvador Lamothe

C'est pour cela que nous avons écrit : « C'est donc là une contradiction interne de taille entre les duvaliéristes notoires représentés par les Mayard Paul et la bourgeoisie patripoche que représente Lamothe au sein du mouvement Tètkale. Cette position de soutenir Martelly tout en demandant la démission de Lamothe par Lafanmi Lavalas correspond au fait que le directoire du parti est chapeauté par ces deux ailes de la classe dominante. (Voir HL vol 7 # 38 page 4)

Les manifestants de leur côté ont profité de l'occasion pour dénoncer le comportement de certains sénateurs, notamment le président du Sénat, Desras Simon Dieuseul, proche de Fanmi Lavalas, élu du Plateau Central sous la bannière du Parti politique « AVNI », qui exécute aveuglement les diktats de la représentante de l'ONU, du chef civil de la MINUSTAH, Sandra Honoré et de l'ambassadrice des Etats-Unis, Pamela Ann White. Il est de connivence avec l'équipe tètkale pour continuer de liquider les richesses minières du pays aux colons impérialistes transnationaux en passant par le déguerpissement arbitraire et illégal de 23 mille familles au centre-ville de la capitale. Ils chantaient tout en courant et armés de leurs cartons rouges. « Non ! Non ! Non ! Nous n'allons pas aux élections avec Lamothe et Martelly au pouvoir. Leur place est réservée au pénitencier national (la prison civile d'Haïti). Elections pour le peuple, prison pour Martelly et Lamothe. *Sa sa ye la fòk Martelly ak Lamothe ale, se 2 machann peyi, se 2 restavèk, se 2 kòwonpi, se 2 blofè, se 2 mantè.* »

Rejoignant la manifestation au carrefour Péan et Sans-fil, les victimes du goudougoudou du trio Martelly-Lamothe-Céant chantaient : « Nous allons faire une autre 1804, Pétion-ville, tête droite. On nous a démoli nos maisons, nous allons brûler Pétion-ville. » Réagissant sur cette déclaration, le chef de file de cette manifestation, le député Arnel Bélizaire a répondu : « Ils ont démoli des maisons au bas de la ville, nous allons demander des explications aux fils de Pétion qui habitent là-haut. »

Les manifestants ont poursuivi leur parcours de manière pacifique en lançant des slogans hostiles au pouvoir tètkale, aux députés de PSP, qu'ils qualifient de député corrompus placés sous le contrôle et le payroll du palais national et de la Primature. Au niveau de l'intersection du carrefour de l'aéroport et de la route de Delmas qui conduit à Pétion-ville, la foule chantait : « *papa vòlè, pitit vòlè, manman vòlè, se yon fanmi vòlè, n ap mare yo, n ap voye yo ale.* » Les manifestants armés d'un long bois entamèrent une opération d'arrachage d'affiches postées aux pylônes électriques par le pouvoir tètkale indiquant 3 ans de progrès et de changement. Ils en ont profité également pour désarmer les porteurs de bracelets roses. A Delmas 33, au niveau de la Télévision Nationale d'Haïti (TNH), un manifestant répondant au nom Junior Ladouceur a reçu dans la foule un coup de pierre venant d'un partisan Tètkale. Donc, on peut comprendre maintenant d'où vient la violence ! A ce moment, les manifestants lancèrent des cris : « *Nou pap pè, nou pap janm pè*. A bas Martelly ! A bas Lamothe. Martelly doit partir, il partira advienne que pourra. »

Arrivée au niveau de Delmas 48, sur proposition du député Arnel Bélizaire, la manifestation s'est dirigée vers la route de Bourdon en direction de Lalue avant de mettre fin à ce mouvement de protestation anti-Martelly et Lamothe. L'objectif ambitieux fixé par les manifestants qui n'était autre que de passer visiter les fils de Pétion, n'a pas été atteint. En absence des leaders politiques, les leaders populaires qui accompagnaient les manifestants critiquaient monsieur Martelly et son équipe qui ont érigé un mur social dans le pays entre ceux qui habitent «en haut» et ceux «d'en bas» qui ne reçoivent que des miettes. Les écarts sociaux qui les séparent n'ont rien à voir avec la couleur et le lieu. C'est une question idéologique. « Martelly a voulu le retour du régime de 1957. Nous, les fils de Dessalines, nous nous y opposons catégoriquement et nous luttons jusqu'au bout contre le comportement de ceux de Pétion. Il ne s'agit ni d'une question de couleur, ni d'une question de lieu où l'on habite, mais il s'agit de la mauvaise répartition des richesses qui se concentrent à Pétion-ville entre les mains d'un petit groupe de nantis et de privilégiés, alors que les masses crèvent constamment de faim. »

Le peuple doit prendre note. Les organisateurs de cette manifestation de leur côté doivent tirer la leçon. Ils doivent savoir également que la défense des intérêts du peuple haïtien doit être placée au-dessus de tout intérêt mesquin et/ou individuel. La bataille doit être menée non seulement contre les laquais locaux, les valets de l'impérialisme nord-Américain, mais également contre les forces d'occupation de l'ONU, la Minustah sur lesquelles compte le régime tètkale pour asseoir sa dictature.

New York:
Demonstrators Denounce Prizes to Presidents Martelly and Clinton


Haiti Liberté

Bill Clinton receiving his "Lifetime Achievement Award" from Petra Nemcova, the founder of the Happy Hearts Fund and Prime Minister Laurent Lamothe's girlfriend

Haiti Liberté

From left to right, Prime Minister Laurent Lamothe, President Michel Martelly, and singer Sheryl Crow at one of the fundraiser's 52 tables. The event brought in $2.5 million for the Happy Hearts Fund



Tony Savino

On Jun. 19, demonstrators rallied outside the Cipriani restaurant on 42nd Street to denounce the ceremony honoring Haitian President Michel Martelly and former U.S. President Bill Clinton

by Greg Dunkel

The anger that erupted in the streets of Port-au-Prince on Jun. 5,10, and 19 also flared in the streets of New York on Thursday, Jun. 19, 2014.

Over 100 Haitians and North American activists, mobilized with only 48 hours notice, protested against the Happy Hearts Fund of super-model Petra Nemcova awarding Haitian President Michel Martelly a prize for his "leadership in education" in a sumptuous Manhattan ceremony. The foundation also gave the former President Bill Clinton a "Lifetime Achievement Award."One of the main chants of the demonstrators on 42nd Street outside the Cipriani restaurant was "Clinton, where is the money for reconstruction?" The answer was "in whose pockets?"

Clinton was responsible for overseeing the billions of dollars in aid pledged to Haiti after the devastating earthquake there four years ago. While rubble has finally been cleared from the streets, some 200,000 people still live in tents. Only a fraction of the permanent housing promised and needed has been built. Those built are often poorly designed, badly located, or incomplete.

Some schools and other public buildings have been replaced. The jobs promised shortly after the disaster were scattered and temporary.

Some of the demonstrators' signs and chants charged that President Barack Obama has continued the Clinton policy toward Haiti i.e. neo-liberalism.

Another issue raised both in Port-au-Prince and New York was the United Nations "peacekeeping" force, which has now been in Haiti over a decade. Haiti is at peace, demonstrators point out; the UN is just in Haiti to "enforce" the U.S. agenda there. Events in both Haiti and New York called for the MINUSTAH military occupation of the UN to leave Haiti immediately. Clinton is the UN Secretary General's Special Envoy to Haiti.

In October 2010, the UN brought cholera to Haiti by the dumping untreated feces in Haiti's largest river. To date, more than 830,000 Haitians have been sickened from cholera, while more than 8,000 have died. Despite the overwhelming evidence of its guilt, the UN has refused any form of redress for Haitian cholera victims with strong support from the United States and other imperialist powers on the UN Security Council.

As one sign said: "Reparations: the UN is standing on a lie. The UN knows, the UN is responsible, the UN is guilty!"

For the Jun. 19 protesters, the prize given to Martelly for his "initiative" in the domain of education is an "insult" not just to the Haitian diaspora in the United States but to the people living in Haiti.

Another charge raised in both Haiti and New York is that Martelly is a thief. Although the theft is unlikely to be proven in a court of law while he is president (a judge investigating his corruption suspiciously died one year ago), it is clear that President Martelly loves ostentatious luxury in the numerous trips abroad he makes. He reportedly gives himself a per diem expense account of $20,000. (Haiti Sentinel, December 13, 2012). This per diem does not cover other regular members of his entourage, like his wife. They get their own.

"The ceremony inside the Cipriani restaurant is disgusting and hypocritical," said Ray Laforest of the International Support Haiti Network (ISHN), one of the organizations that called the New York rally. "Petra Nemcova, as Prime Minister Lamothe's girlfriend, is a part of the Martelly government. Martelly himself calls her his Ambassador. The Martelly government is just giving itself an award, carrying out yet another charade, thinking that we Haitians are to stupid to understand the bluff. We hope that some of the clueless celebrities inside hear our voices."

ince were teachers who have not been paid for months and students who came to support them.

The Cipriani restaurant, where the ceremony took place prize, is owned by an international company with a long history of conflict with Local 6 of the union UNITE-HERE and has been repeatedly prosecuted for how it distributes tips and salaries. It is often used for bourgeois celebrations.

The ceremony itself was conducted by Petra Nemcova, who founded the Happy Hearts Fund ten years ago. The event attracted a number of celebrities such as actress Naomi Watts, figure skater Scott Hamilton, radio personality Dr. Ruth, singers Sheryl Crow and Bono, and members of the musical group Black Eyed Peas.

According to the"Page 6" column of the New York Post, "when Nemcova auctioned off a trip to Ibiza on a private jet (complete with a seven-night stay on a yacht) for $85,000, she said she'd throw in a kiss, but then brandished a red ruler and told the crowd she'd spank the lucky winner if they ponied up $100,000."

With tickets sales and the auction, the foundation raised $2.5 million, according to the Daily News.

Designer Donna Karan, reading from a script clearly given to her by the government, claimed that the Martelly government "has increased school attendance from 46% in 2012 to 83% in 2013 while subsidizing over 1.4 million school children's tuition," statistics which are as precise as they are suspicious. The Martelly/Lamothe government is infamous for throwing out concocted figures to give their propaganda an allure of reality. Martelly has "truly uplifted the country," Ms. Karan said.

She then presented the award to Martelly, who took the floor to say that "today I am here to talk about children's education, which is the centerpiece of my vision for Haiti." To prove it, Martelly explained that "my first act on May 14, 2011 was to inaugurate with Petra the Happy Hearts School." Making the inauguration of the school of his business partner's girlfriend's NGO is not exactly presidential.

During the ceremony, President Martelly sang two duets with Haitian singer Wyclef Jean: "Let It Be Me" and "No Woman, No Cry." Protesters booed Wyclef when he entered the restaurant. Martelly, Lamothe, and Clinton found it wiser to enter through a rear door.

Mr. Clinton, presented by Ms. Nemcova, also spoke after receiving his award.

The Dessalines Coordination (KOD), KAKOLA, and ISHN were among the Haitian groups sponsoring the New York rally, which also included many members of the Lavalas Family chapter in New York. The International Action Center, the ANSWER Coalition, Harlem Tenants Council, and Socialist Action were among the North American groups who supported and came out for the rally

NEW Y

MANIFESTATION ANIMÉE CONTRE LES

Par Greg Dunkel

La colère qui a éclaté dans les rues de Port-au-Prince les 5,10 et 19 Juin a également débordé dans les rues de New York le jeudi 19 Juin 2014.

Plus d'une centaine d'Haïtiens et de militants d'Amérique du Nord ont protesté contre la distinction spéciale que recevait Martelly pour son action dans le domaine de l'éducation en Haïti. Lors d'une cérémonie dans un décor luxueux à Manhattan, ce prix lui a été donné par le « *Happy Hearts Fund* » de la modèle Petra Nemcova pour son « *leadership en éducation* ». L›ancien président Bill Clinton a, lui également, obtenu son prix « *Lifetime Achievement* » pour « *veiller à ce que les enfants et les communautés ne soient pas oubliés après des catastrophes* ».

L'un des principaux chants des manifestants sur le 42ème Rue devant le restaurant Cipriani était: « *Clinton, où est l'argent de la reconstruction?* » La réponse étant « *dans quelles poches?* » Clinton était chargé de superviser les milliards de dollars d›aide promis à Haïti après le tremblement de terre dévastateur il y a quatre ans. Alors que les rues ont été nettoyées- enfin - des décombres, plus de 200.000 personnes vivent encore sous des tentes. Une fraction des logements permanents prévus, juste une feuille de vigne, a été construite ; ses maisons ont été mal conçues et sont mal adaptées à la réalité haïtienne.

Quelques écoles et autres établissements publics ont été remplacés. Les emplois promis peu de temps après la catastrophe ont été dispersés et sont inefficaces.

Certaines des pancartes et des chants ont dénoncé le fait que le président Obama continue la politique de Clinton envers Haïti.

Une autre question, soulevée dans les deux manifestations soit à Port-au-Prince, soit à New York, était celle du prétendu « *maintien de la paix* » par les forces d'occupation de l›ONU, actuellement d'une durée de 10 ans. En fait, Haïti est en paix; l›ONU ne fait que «*garder*» la domination d'Haïti par les Etats-Unis. Les manifestations dans les deux villes ont appelé la MINUSTAH, l›armée d›occupation de l›ONU, à quitter Haïti.

Pour les manifestants du 19 juin dernier, le prix accordé à Martelly pour son «*initiative*» dans l'éducation est un «*outrage*» non seulement pour la diaspora haïtienne vivant aux États-Unis mais à la population qui vit dans la boue en Haïti.

Il y a quatre années, l'ONU a amené le choléra en Haïti par le dumping des matières fécales non-traitées dans le plus grand système fluvial d'Haïti. À ce jour, plus de 830 000 Haïtiens ont été atteints du choléra amené par l'ONU, avec plus de 8000 morts. Malgré des preuves accablantes de sa culpabilité, l'ONU, avec l'appui ferme des Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes au Conseil de sécurité de l'ONU, a refusé toute forme de réparation aux victimes du choléra en Haïti

Comme l'a rappelé une pancarte : « *Réparations: Nasyonzini kanpe sou manti. L'ONI konnen, l'ONI responsab, l'ONI Koupab!* »

Une autre question soulevée dans les deux villes est de savoir si Martelly est un voleur. Bien que la charge soit peu susceptible d'être prouvée dans un tribunal de droit pendant le temps qu'il est président, il est clair qu'il aime le luxe ostentatoire lors des nombreux voyages à l'étranger qu'il fait. Il reçoit lui-même une indemnité journalière de $ 20,000. (*Haïti Sentinel,* 13 décembre 2012). Ce per diem ne couvre pas les autres membres de son entou-



Bill Clinton et Petra Nemcova



Des manifestants sur le 42ème Rue devant le restaurant Cipriani





Les manifestants ont chahuté Wyclef quand il est apparu devant le restaurant. *(Photo Edgar Lafond /Haiti Liberté)*



De gauche à droite, Laurent Lamothe, Michel Martelly et Sheryl Crow



Des manifestants sur le 42ème Rue devant le restaurant Cipriani



Clinton, où est l'argent de la reconstruction? *(Greg Dunkel)*



YORK:
S PRÉSIDENTS MARTELLY ET CLINTON

rage, comme sa femme. Ils ont chacun le leur.

« *La cérémonie à l'intérieur du restaurant Cipriani est dégoûtante et hypocrite* », a dit Ray Laforest du groupe International Support Haiti Network (ISHN), l'une des organisations qui ont aidé à organiser la manifestation à New York. « *Petra Nemcova, la petite amie du Premier Ministre Laurent Lamothe, est une partie du gouvernement Martelly. Ce dernier lui-même l'appelle son ambassadrice. Alors, c'est une autre mascarade où le gouvernement Martelly se donne des prix en pensant que nous Haïtiens sommes trop stupides pour comprendre le bluff. Nous espérons que certaines des célébrités présentes quoique naïves entendent nos voix* ».

Un grand nombre des manifestants à Port-au-Prince était représenté par des enseignants qui n'avaient pas été payés depuis des mois avec leurs étudiants, qui étaient venus les appuyer.

Le restaurant Cipriani, où la cérémonie de remise des prix a eu lieu, est détenue par une société internationale qui a une longue histoire de conflits avec Local 6 du syndicat UNITE-HERE. Il a été poursuivi à plusieurs reprises pour la façon dont il distribue des gratuités et des salaires. C'est un lieu fréquemment utilisé pour les célébrations bourgeoises.

La cérémonie elle-même a été menée par Petra Nemcova, un super-mannequin et compagnon de Premier ministre haïtien Laurent Lamothe. Elle est à la tête de Happy Hearts Fund. Elle a attiré un certain nombre de célébrités comme l'actrice Naomi Watts, la patineuse artistique Scott Hamilton, le personnage de radio Dr. Ruth, la chanteuse Sheryl Crow, le chanteur Bono, et des membres du group musical Black Eyed Peas.

Selon la colonne «Page 6» du *New York Post*, quand Nemcova a offert aux enchères un voyage à l'île méditerranéen d'Ibiza sur un jet privé pour $85,000, elle a promis qu'elle donnerait une fessée à la personne qui contribuerait $100.000.

Avec les tickets et les enchères, la fondation a collecté $2.5 millions provenant de la cérémonie.

La dessinatrice Donna Karan, lisant un texte que le gouvernement lui a donné, a affirmé que le gouvernement de Martelly « *a augmenté la scolarisation de 46% en 2012 à 83% en 2013 tout en subventionnant les frais scolaires pour plus de 1,4 million d'enfants* », des chiffres aussi précis que suspects. Les travaux de Martelly ont « *vraiment fait avancer ce pays* », d'après elle.

Mme. Karan a présenté le prix à Martelly, qui a pris la parole pour dire que « *aujourd'hui, je suis ici pour parler de l'éducation des enfants, qui est la pièce maîtresse de ma vision pour Haïti* ». Pour le prouver, il a expliqué que « *mon premier acte, le 14 mai 2011 a été d'inaugurer avec Petra l'école Happy Hearts* ».

Pendant la fête, le Président Martelly a effectué deux duos avec le chanteur haïtien Wyclef Jean: «*Let It Be Me*» et «*No Woman, No Cry*». Les manifestants ont chahuté Wyclef quand il se préparait à rentrer dans le restaurant. Martelly, Lamothe, et Clinton ont trouvé plus sage d'entrer par une porte de derrière. M. Clinton, présenté par Mme. Nemcova, a parlé aussi et a reçu son prix.

La Coordination Dessalines (KOD), KAKOLA, et l'ISHN étaient parmi les groupes d'haïtiens dans la manifestation, qui a inclus également beaucoup de membres de Fanmi Lavalas à New York. L'International Action Center, la Coalition ANSWER, le Harlem Tenants Council, et le Socialist Action étaient parmi des groupes nord-américains présents à la manifestation.



Photo (Greg Dunkel)


Haiti Liberté

Donna Karan et Michel Martelly




Haiti Liberté





Des manifestants sur le 42ème Rue devant le restaurant Cipriani *(Photo Greg Dunkel)*

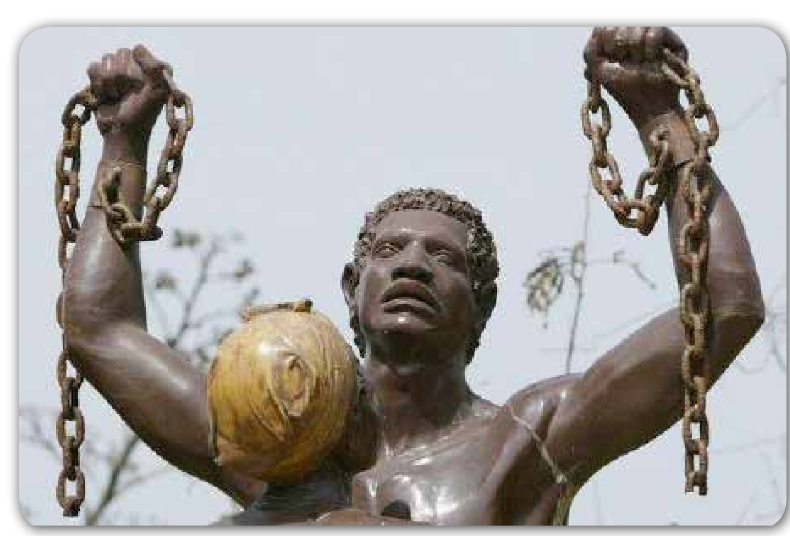

Haiti Liberté



Martelly a effectué deux duos avec le chanteur haïtien Wyclef Jean: «Let It Be Me» et «No Woman, No Cry». *(Photo Haiti Liberté)*

Avec la robe rouge le ministre de l'Economie et des Finances du régime Martelly-Lamothe Marie Carmelle Jean-Marie *(Photo Edgar Lafond)*

AFRIQUE : COMMENT BRISER LES CHAÎ



Le problème de l'Afrique est le résultat d'une stratégie calculée, intelligemment conçue et mise en place pour l'asservir. Les mêmes méthodes sont encore utilisées aujourd'hui et il n'y a rien d'étonnant à voir les occidentaux expliquer tous nos conflits en termes de conflits ethniques, et/ou conflits religieux ; l'exploitation des différences continue.

Par Paul Daniel BEKIMA

Lorsqu'on veut connaître le(s) détenteur(s) du véritable pouvoir dans un pays, il est une question préliminaire qu'il faudrait se poser : Qui contrôle l'argent (entendu comme entité qui comprend entre autres composantes : la monnaie, et le système bancaire) ?

Au commencement était le lavage systématique de cerveau

A cette question, l'on devrait ajouter les deux autres :

1. Qui contrôle le sous-sol et le sol ?

2. Qui contrôle l'information ?

Dans tous les pays africains, et par extension dans tout le monde noir, la réponse à ces questions est simple : les Occidentaux pour l'essentiel, bien que, depuis quelques temps, les Asiatiques essayent de se positionner avec force.

Lorsque tout un continent, l'Afrique, qui regorge de la majorité des ressources naturelles énergétiques et minières de la planète, et qui par conséquent est le seul continent à pouvoir être indépendant de tous les autres, se retrouve paradoxalement dans la situation où ses habitants sont les gens les plus pauvres et les plus dépendants de la planète, il est dans l'ordre du normal de se poser des questions, et ce faisant, il est essentiel :

1. de réexaminer le processus par lequel nous sommes tombés dans ce piège

2. de comprendre les mécanismes qui nous maintiennent dans ce prédicat

3. de proposer des solutions pratiques pour la mise en place de véritables structures et politiques de libération qui seules nous ferons sortir de cette situation.

La question fondamentale qui sous-tend toutes celles-ci-dessus mentionnées est de savoir qui contrôle la pensée des africains car du contrôle de cette pensée procède toutes les autres formes d'asservissement ; en effet, celui qui contrôle le processus de réflexion, contrôle l'homme.

Le premier thème que nous allons donc examiner est celui du processus de la mise en place de la mentalité d'esclave (ou de la mentalité de colonisé). Bien qu'il ait eu plusieurs méthodes à travers les âges, les unes plus physiquement brutales que les autres, le meilleur modèle qui nous est offert se retrouve dans le discours de Willie Lynch, le père du lynchage.

Le discours de Willie Lynch sur la fabrication d'un esclave

Ce discours a été prononcé par Willie Lynch en 1712 en Virginie. Willie Lynch était un propriétaire d'esclaves d'origine Britannique, qui a été invité par d'autres propriétaires d'esclaves afin qu'il leur enseigne ses méthodes de contrôle. Le mot « lynchage » se réfère à lui.

Salutations,

Messieurs, je vous salue ici aujourd'hui sur les berges du fleuve James, en ce jour de notre seigneur de l'année 1712. D'abord, je dois vous remercier chers Messieurs de la Virginie, de m'avoir invité. Je suis ici pour vous aider à résoudre certains problèmes que vous rencontrez avec vos esclaves. J'ai reçu votre invitation dans ma modeste plantation des Indes occidentales, où j'ai expérimenté de nouvelles méthodes, bien que très anciennes pour contrôler les esclaves. La Rome ancienne vous envierait si vous mettiez en pratique mon nouveau programme.

Au moment où nous naviguions le long du fleuve James, qui porte le nom de notre illustre roi, dont nous chérissons la version de la Bible, j'ai pu constater que vos problèmes ne sont pas isolés. Alors que Rome utilisait abondamment des cordes et du bois pour crucifier les gens sur le long des routes, vous ici utilisez occasionnellement les arbres, et les cordes. J'ai moi-même vu il y a quelques kilomètres de cela, un esclave qui pendait à un arbre. Non seulement vous perdez des ressources utiles en les pendant, mais en plus vous avez des grèves, et certains de vos esclaves réussissent à s'enfuir. Vos plantes sont souvent laissées trop longtemps dans les champs, ce qui vous empêche de maximiser le profit ; ajoutez à cela des incendies, et la destruction de vos bêtes.



Le très puissant CFR (Council of Foreign Relations) qui d'après G. Edward Griffin est plus puissant que le gouvernement américain.

Messieurs, vous connaissez votre problème, je n'ai pas besoin d'élaborer. Je ne suis pas ici pour énumérer vos problèmes, je suis ici pour vous introduire de nouvelles méthodes pour les résoudre. J'ai dans mon sac, une méthode dont l'efficacité est prouvée dans le contrôle des esclaves noirs. Je garantis à chacun de vous que, bien appliquée, elle contrôlera les esclaves pour au moins 300 ans. Ma méthode est simple. Chaque membre de votre famille peut l'utiliser, ainsi que les gardiens de vos plantations.

J'ai noté un certain nombre de différences parmi les esclaves, et j'ai utilisé ces différences en les agrandissant. J'utilise la peur, la méfiance, et l'envie pour des fins de contrôle. Ces méthodes ont bien marché dans ma modeste plantation et à travers tout le Sud. Retenez cette simple liste des différences et réfléchissez-en. En tête de ma liste est « l'âge » seulement parce que ce mot commence par la lettre a. Ensuite il y a la « couleur » ou la physionomie. Il y a également : l'intelligence, le physique, le sexe, la taille des plantations, le statut dans la plantation, l'attitude des propriétaires, le lieu d'habitation des esclaves, la texture de ses cheveux, la taille. Maintenant que vous avez une liste des différences, je dois vous donner un aperçu des actions à entreprendre. Mais avant cela, je dois vous assurer que la méfiance est plus forte que la confiance, que l'envie est plus forte que l'adulation, le respect, ou l'admiration.

Après avoir subi cet endoctrinement, l'esclave noir va lui-même se charger de l'alimenter et de le propager pendant des centaines d'années voire des milliers. N'oubliez pas, vous devez opposer les vieux aux jeunes, les clairs-de-peau aux sombres-de-peau. Utilisez les femmes contre les hommes et les hommes contre les femmes. Vous devez également avoir des serviteurs blancs et des gardiens qui n'ont pas confiance dans les Noirs. Mais par-dessus tout, vous devez réaliser qu'il est d'une nécessité absolue que vos esclaves n'aient confiance qu'en vous, et qu'ils ne dépendent que de vous. Qu'ils ne doivent aimer, respecter et n'avoir confiance qu'en vous. Messieurs, ces instruments sont la clé du contrôle. Utilisez-les, faites en sorte que vos femmes et vos enfants les utilisent, ne manquez jamais une occasion de les mettre en pratique. Si vous utilisez intensément ces instruments pendant un an, les esclaves eux-mêmes vont reproduire à perpétuité le manque de confiance entre eux. Merci messieurs.

Comme on peut le constater, la situation dans laquelle se retrouve l'Afrique aujourd'hui n'est ni le fait du hasard ni celui de la fatalité, et encore moins celui d'un concours naturel de circonstances malheureuses. Le problème de l'Afrique est le résultat d'une stratégie calculée, intelligemment conçue et mise en place pour l'asservir. Les mêmes méthodes sont encore utilisées aujourd'hui et il n'y a rien d'étonnant à voir les occidentaux expliquer tous nos conflits en termes de conflits ethniques, et/ou conflits religieux ; l'exploitation des différences continue.

Bien que l'objectif ultime de cet article soit de proposer des voies de sortie de la domination que nous subissons depuis plusieurs siècles, nous allons remettre cette tâche pour plus tard, pour d'abord circonscrire dans une deuxième partie, les structures et méthodes mises en place par les dominants, et surtout d'établir les responsabilités des uns et des autres dans la perpétuation de notre impuissance. C'est le passage obligé si nous sommes vraiment sérieux dans notre tentative à apporter des solutions adéquates à nos problèmes.

Nous pouvons néanmoins commencer par planter le décor. Le très long processus de lavage de cerveau, n'a été que cela, c'est-à-dire un lavage de cerveau ; en d'autres termes, notre mémoire historique a été évacuée de notre esprit, entraînant entre autres dans sa chute la perte de notre sociologie, de notre spiritualité, et la perte de nos méthodes de gestion de conflits et de résolution de nos problèmes, héritage que nous avons accumulé sur des millénaires.

Nous nous retrouvons aujourd'hui dans la position d'un amnésique ou d'un petit enfant qui doit encore tout réapprendre/apprendre de ses parents. Et malheureusement pour nous Africains, nous perpétuons la dynamique que les occidentaux voulaient nous faire adopter pour nous subordonner à jamais à leurs intérêts.

N'ayant presque plus de repères, il nous devient difficile de jeter un regard critique à tout ce qui nous est proposé ni même d'opposer une résistance significative à notre instrumentalisation et notre exploitation car nous opérons selon le modèle qu'ils nous ont prescrits sans même nous en rendre compte.

Nous sommes donc devenus par-là, les principaux agents de notre propre asservissement, et tirons énormément de plaisir dans le suivisme : nous mangeons, buvons, parlons, et nous habillons comme eux. Nous voyons le monde comme eux ; dès qu'ils parlent du concept de développement, nous sautons dans le wagon ; ils le modifient en co-développement, nous en faisons de même. Au gré de leurs intérêts, lorsqu' ils passent à la bonne gouvernance, à la démocratie, au réchauffement de la planète et à la lutte contre le terrorisme qui bien qu'étant des combats nobles en valeur absolue, ne sont en fait que des subterfuges pour masquer les objectifs de prédation, nous leur emboîtons le pas.

Or nous oublions que dans ce paradigme, ils occupent la position privilégiée, et en sortent les grands gagnants alors que nous en sommes les laissés-pour-compte confinés à la dernière place. Après tout, ce sont eux qui ont établi les règles de jeu et les valeurs par lesquelles nous fonctionnons. Pire, nous comptons sur eux pour nous aider à sortir de là où nous sommes, alors qu'ils sont où ils sont justement parce que nous sommes où nous sommes ; le statu quo leur profite.

Malgré ce tableau négatif, tous les espoirs ne sont pas perdus. Les théoriciens du lavage de cerveau avaient eux-mêmes dès le départ compris qu'il est très difficile de maintenir le cerveau humain dans un état de déséquilibre permanent. A l'époque, ils n'ont pas trouvé une explication scientifique à ce phénomène, mais aujourd'hui, avec le développement de la génétique et la découverte de la mémoire génétique, les choses sont plus claires : la plus importante composante de la mémoire n'est pas dans l'esprit. Elle se trouve dans les gènes et plus précisément dans l'ADN, ce qui nous donne l'espoir de la récupérer.

Pour empêcher cela, de nouvelles formes de guerres ont vu le jour pour entretenir le lavage de cerveau : La destruction systématique de notre image dans leurs medias, la falsification de notre histoire, mais surtout l'invasion de notre alimentation par les Organismes Génétiquement Modifiés afin de corrompre notre patrimoine génétique et de nous couper à jamais de notre passé.



Willie Lynch un propriétaire d'esclaves d'origine Britannique, père du lynchage. Lynchages de Noirs aux États-Unis exposées à Arles

Nous affranchir de cette misère va nous demander des efforts qui vont au-delà de la remémoration de notre passé glorieux ; il nous faudra nous réorganiser sur le plan politique, économique et même social autour de nos valeurs, réorganisation qui devrait naturellement nous permettre de reprendre le contrôle de nos ressources humaines, naturelles et minières. En effet la construction des pyramides, ou encore le rayonnement de nos grands empires ne reposait pas sur du néant. Cela n'a été rendu possible que dans un contexte socio-économique, et même philosophique particulier. Il est clair que l'on ne peut pas prospérer sans un minimum d'organisation sociale et sans mettre la science au service du bien-être des masses, et évidemment pas sans un contrôle sérieux de ses ressources essentielles.



Les mécanismes de maintien de l'ordre établi, et du désordre organisé de l'Afrique. Qui contrôle vraiment l'Afrique ?

Afin de bien évaluer les responsabilités des principaux acteurs qui maintiennent l'Afrique dans la situation peu enviable où elle se retrouve aujourd'hui, il est essentiel dans un premier temps de mettre sur pied un organigramme fiable de la structure mondiale de prédation.

Mais comme l'objectif final naturel de tout africain est de proposer des voies de sortie de notre état actuel, il est aussi nécessaire dans un deuxième temps de bien comprendre le système, ce qui bien sûr sous-entend les mécanismes qui nous maintiennent enchainés. En effet, il est difficile de déconstruire de façon efficace et définitive un édifice dont on ne maitrise pas à la fois l'architecture et la mise en œuvre.

Nous prendrons pour modèle, un organigramme avec 4 niveaux de responsabilités.

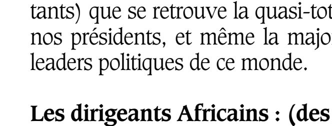
1. Les commanditaires et sponsors c'est-à-dire ceux qui financent les opérations.

2. Les architectes (c'est-à-dire ceux qui conçoivent, planifient, et recrutent les exécutants), les facilitateurs et les complices.

3. Les exécutants et les organisateurs sur place.

4. Les hommes de mains et les bras armés.

En tenant compte du fait que les personnes des chefs d'Etat africains monopolisent le débat politique sur notre continent, nous allons modifier l'ordre de développement de notre analyse et commencer d'entrée de jeu par le niveau 3. En effet, c'est à ce niveau (des exécutants) que se retrouve la quasi-totalité de nos présidents, et même la majorité des leaders politiques de ce monde.



Les dirigeants Africains : (des exécutants de moindre envergure)

C'est la catégorie la plus exposée et visible, car c'est elle qui traite directement avec les masses africaines ; il est dont logique que la plupart des critiques leur soit destinées. Il faut reconnaitre qu'ils le méritent dans une très grande mesure, et à plus d'un titre. La majorité d'entres-eux est arrivée au pouvoir par usurpation et souvent au prix de l'élimination des vrais nationalistes (une élimination program-

mée au niveau 2 de l'organigramme, les architectes). Ce qui justifie d'une certaine façon qu'il leur soit reproché un manque de patriotisme, de vision, de force de caractère, et d'engouement au travail.

L'on a également raison de mettre à leurs comptes la corruption et tous les maux qui vont avec, à savoir : la mauvaise répartition des richesses qui deviennent d'un côté la propriété privée d'un clan, alors que de l'autre, la misère et le désarroi deviennent la réalité existentielle de la majorité du peuple dans l'indifférence apparemment totale de la petite classe des privilégiés. Comment en effet comprendre qu'en 50 ans, l'on n'ait pas réussi à régler les problèmes de mortalité infantile, et d'eau potable, pour ne citer que ces deux ; alors que le montant des détournements suffirait largement à couvrir les dépenses nécessaires à la résolution de ces deux problèmes, et de bien d'autres encore.

Suggérer que la situation de nos pays serait exactement la même si les nationalistes étaient au pouvoir, n'est pas non plus acceptable, sinon comment justifier tout le mal que les prédateurs se donnent pour justement empêcher que ces derniers accèdent au pouvoir ? N'insultons pas la mémoire de ceux qui ont préféré mourir dans le combat plutôt que de signer des accords scélérats qui donnent le contrôle de nos ressources naturelles et humaines à nos ennemis.

Nos opposants semblent ne pas valoir mieux que nos dirigeants actuels ; pratiquement aucun d'entre eux n'ose dénoncer les accords de coopération inégaux, ou au moins en porter le débat sur la place publique. La société civile devra d'ailleurs montrer plus de vigilance à l'égard des personnes qui par ambition politique ou pourquoi pas, par opportunisme envisageraient de briguer un mandat électif, sans donner en contrepartie la garantie d'un patriotisme sans faille. Un test d'authenticité devrait désormais leur être imposé. Tout candidat devrait dorénavant se prononcer très clairement sur les questions cruciales de souveraineté.

Malgré tout ce qu'on peut dire de nos chefs d'Etat, il serait réducteur de faire d'eux les seuls responsables de nos malheurs, en effet, ceci reviendrait à minimiser le problème, ou à ne pas bien le saisir dans sa profondeur. C'est justement l'erreur que commettent en toute bonne foi beaucoup de personnes qui négligent de monter assez haut sur l'échelle des responsabilités. Ceux qui, dans la zone franche, se donnent la peine de regarder au delà de nos dirigeants corrompus, trouvent en général un coupable tout désigné : la monnaie.

Bien qu'il faille reconnaître que la monnaie constitue un gros problème en vertu duquel tous les pays de la zone franche sans exception sont entièrement hors-sujet sur les questions de souveraineté, la réalité nous apprend quand même que le problème est plus sérieux que cela. A ce niveau, il nous semble approprié d'illustrer notre pensée avec un exemple concret.

L'exemple d'un pays qui bat sa monnaie : le Ghana

D'après les rapports du département d'Etat américain, le Ghana a connu une croissance de son PIB de 14% en 2011, et cette croissance se maintient au dessus de 7% depuis lors. D'ailleurs le FMI classe le Ghana 7e parmi les pays qui connaissent une croissance économique rapide. Le Ghana connait également une stabilité politique, et ce pays est réputé être assez bien géré, la criminalité y est faible, les salaires compétitifs, le système éducatif parmi les meilleurs en Afrique.

Le Ghana a également sa monnaie (le cedi), et en plus l'on y a découvert d'énormes réserves de pétrole, ce qui en théorie lui offre de brillantes perspectives d'avenir. Bref coté jardin, le Ghana a tout pour réussir. Mais cela n'est vrai qu'en apparence, dès que l'on se tourne du coté cour, la réalité devient toute autre.

Bien que ce pays émette sa propre monnaie à travers sa banque centrale (Ghanaian Central Bank), les banques intermédiaires entre cette banque centrale et le peuple Ghanéen sont pour la plupart contrôlées par un capital étranger et notamment occidental, et cela a de graves implications :

Ce sont les étrangers qui finalement décident des secteurs dans lesquels investir et à quelle hauteur le faire, et par là déterminent le niveau et les opportunités de développement du pays.

Les Ghanéens se plaignent d'ailleurs du faible taux d'accès au crédit. Dans le secteur agricole par exemple, ce sont les Libanais et d'autres étrangers qui bénéficient des plus grands crédits donnant de même coup le contrôle du sol aux non-ghanéens.

La majorité des bénéfices dégagés par ces banques et les entreprises étrangères s'évapore vers d'autres cieux et n'est pas réinvestie sur place, ce qui crée une balance de paiement négative pour le gouvernement ghanéen, qui finit par ne pas avoir d'autres choix que de recourir à l'emprunt auprès des institutions internationales pour financer des projets utiles à la population.

En clair, malgré l'apparente vitalité de son économie, le Ghana est en fait en train de s'appauvrir et de s'endetter. Les déficits fiscaux battent des records, et l'économie est sous pression à cause de la menace d'inflation, c'est l'une des raisons pour laquelle l'agence de notation Fitch a revu à la baisse la note du Ghana qui se retrouve maintenant avec un 'B'. Les 10% que le pays perçoit sur son pétrole vont bien sûr aider, mais ne parviendront certainement pas à renverser la vapeur, tant que la configuration bancaire ne sera pas entièrement modifiée, et cela est une autre paire de manches.

Changer la configuration du circuit bancaire et mettre en place un cadre réglementaire stricte qui serve en priorité nos intérêts ne sont pas que des problèmes Ghanéens, ce sont des problèmes Africains qu'il sera très difficile de résoudre, car dans l'ombre, il y a des forces qui veillent, et ces dernières n'ont pas intérêt à ce que ce problème soit résolu. C'est en vertu de ce contrôle de nos banques que le mot d'ordre : « développement zéro pour l'Afrique » tient encore, et que tous les secteurs clés de nos économies échappent à notre contrôle.

Pourquoi les banques sont-elles aussi importantes ? Nous laissons à Henri Makow le soin de répondre à cette question : « Les banquiers contrôlent les plus grandes corporations au monde, les media, les services de renseignement, les 'Think tanks', les fondations, et les Universités. ». Quelqu'un serait même tenté d'ajouter aussi les « terroristes ».

Puisque les banques sont aussi importantes, l'on doit donc se poser la question de savoir à qui elles appartiennent. Tenter de répondre à cette question va nous emmener fatalement à comprendre comment le monde fonctionne réellement.

Les maîtres du monde (les commanditaires et sponsors)

Le sénateur américain Dick Durban a dit : « les banques constituent le lobby le plus puissant à Capitol Hill (le congres américain), très franchement, Ils sont



The Round Table Groups contrôle les Universités d'élite, la presse, et les institutions internationales comme les Nation Unies, le FMI, la banque Mondiale, et la banque centrale Européenne, sans oublier l'OMC et la dernière trouvaille, la CPI.

les propriétaires des lieux ». Ajoutons à cela la déclaration de Zbigniew Brzezinski « les peuples, les gouvernements et les économies de toutes les nations doivent se mettre au service des besoins des banques et des corporations multinationales. »*

Or une poignée de grandes banques dominent l'économie du monde : les 4 grandes banques américaines : Bank of America, JP Morgan Chase, Citigroup et Wells Fargo, de concert avec d'autres grandes banques comme Goldman Sachs, et d'autres puissantes institutions européennes sont propriétaires des quatre plus puissantes compagnies pétrolières du monde à savoir Exxon Mobile, Royal Dutch/Shell, BP Amoco et Chevron Texaco. Ce n'est pas tout, les familles qui possèdent ces banques contrôlent également la réserve fédérale (banque centrale des Etats-Unis) et ses 12 branches ; à ce titre sont les propriétaires du dollar (qu'elles battent et vendent au gouvernement fédéral américain).

En plus de tout ce qui a été précédemment cité, à travers leurs banques, ces mêmes familles contrôlent également toutes les places boursières qui comptent, et aussi des corporations comme Microsoft, Boeing, Caterpillar, General Electric, General Motors, Coca-Cola, McDonald.

Ce sont ces familles qui ont créé la BIS (Bank of International Settlement), la plus puissante banque du monde. Elle contrôle la quasi-totalité des banques centrales privées en Occident et des pays émergents. Rien ne peut leur échapper car comme on le sait, le dollar est la principale monnaie des échanges commerciaux.

Comprendre les intentions des vrais propriétaires de ces banques, et identifier les institutions qui leur sont associées nous permettront d'avoir une lecture plus précise des événements qui se déroulent dans le monde, et une meilleure compréhension de la structure des institutions internationales et de leur véritable raison d'être.

Au nombre des institutions auxquelles ces familles se sont soit associées, ou bien se sont sponsorisés la création, l'on retrouve : Le Vatican qui a des actions qui s'élèvent à des milliards de dollars dans les multinationales comme Shell, General Motors, General Electric, et a massivement investi chez les Rothschilds.

Christian Coalisions dont Georges W. Bush fut Président d'honneur. Ils ne sont pas étrangers à la prolifération des églises dites du réveil en Afrique.

Des sectes et sociétés secrètes comme le club de Rome, Illuminati, the Chatham House, the Pilgrims Society, the Club of the Isles et surtout le Committee 300 qui d'après le Dr. John Coleman est la plus puissante société secrète au monde et qui compte parmi ses membres la Reine de Grande Bretagne, et presque toutes les têtes couronnées d'Europe.

Le très puissant CFR (Council of Foreign Relations) qui d'après G. Edward Griffin est plus puissant que le gouvernement américain. C'est d'ailleurs de ce conseil que sont issus non seulement ceux qui dans tous les gouvernements américains occupent les postes les plus importants, mais aussi la quasi-totalité des présidents de la banque mondiale.

La Trilateral Commission qui est organisée de la même manière que le CFR, a la différence que l'adhésion à ce groupe est étendue à l'Europe de l'Ouest et au Japon. The Round Table Groups qui contrôle les Universités d'élite, la presse, et les institutions internationales comme les Nation Unies, le FMI, la banque Mondiale, et la banque centrale Européenne, sans oublier l'OMC et la dernière trouvaille, la CPI.



Le Vatican qui a des actions qui s'élèvent à des milliards de dollars dans les multinationales comme Shell, General Motors, General Electric, et a massivement investi chez les Rothschilds.

Que veulent au juste les propriétaires de ces banques ? En d'autres mots que veulent les Bilderberg, les Lehmans, les Rockefellers, les Rothschilds, les warburgs pour citer quelques-unes de ces familles ? La réponse est simple : le contrôle complet et pour l'éternité de l'économie du monde.

Et comment comptent-ils pérenniser leur hégémonie ? En recrutant des hommes de mains de haut profils, en s'associant, créant et finançant d'autres institutions puissantes et en contrôlant de grands groupes médiatiques, d'ailleurs aux Etats-Unis, 6 grands groupes contrôlent la quasi-totalité des medias. Time Warner, Walt Disney, Viacom, CBS corporation, et NBC Universal sont leurs propriétés. Sans oublier les ONGs (y compris les organisations des droits de l'homme) et les fondations les plus importantes.

Les hommes de mains (planificateurs et recruteurs)

Parmi les personnalités de hauts profils qui sont au service de ces familles, l'on peut citer l'ancien président des Etats-Unis Georges H. Bush, l'ancien conseiller à la Sécurité national américaine Zbigniew Brzezinski (mentor du Président Obama), le milliardaire George Soros, et bien entendu les anciens Secrétaires d'Etat Georges Schultz et Henri Kissinger. D'ailleurs, en rapport avec le problème Ivoirien, l'ancienne membre du Congrès Américain Cynthia McKinney rapporte qu'elle a reçu un coup de fil d'Alassane Ouattara que son staff a identifié comme provenant du bateau d'Henri Kissinger…

Mais pour que le système puisse bien fonctionner, il faut non seulement mettre en place une logistique puissante, mais aussi s'attacher les services des complices au dessus de tout soupçon.

Les complices et les institutions du pillage

Les très familières officines de recrutement de l'élite africaine que sont Rose-Croix et Franc-maçonnerie viennent compléter le tableau.

Une fois le décor planté, l'on peut commencer à comprendre comment la scène se joue en Afrique, et à en tirer des conséquences. Il convient tout de même de préciser que ces groupes opèrent avec des règles très strictes, l'une d'entre-elles étant la répartition des zone d'influences, c'est d'ailleurs la violation de ces règles qui a souvent été la source de grand conflits.

La mécanique en Afrique (le déploiement de la machine)

D'aucuns diront et à juste titre que l'Afrique n'est pas la seule cible, et se poseront par la suite la question de savoir pourquoi nous sommes ceux qui semblent le plus en souffrir. La réponse à cette question a plusieurs volets.

Premièrement, il faut déjà remarquer que l'Afrique est le continent qui regorge le plus de matières premières, et à ce titre, sera toujours au cœur de toutes les convoitises. Deuxièmement, que les maîtres du monde se sont déjà frottés aux prolétaires européens, et savent très bien que ces derniers ne badinent pas avec leur bien être matériel, et que par conséquent, trop les acculer peut troubler l'ordre public dont ils ont besoin pour la bonne marche de leurs affaires, et même devenir mortels : des têtes de plusieurs familles royales ont été coupées pour avoir poussé leurs peuples à bout. Troisièmement, l'africain de part sa culture est comme prédisposé à la chose spirituelle, ce qui le rend vulnérable au langage religieux. Ajouter à cela le lavage de cerveau historique qu'il a subi en plus du matraquage médiatique et éducatif quotidien, l'africain observe une indolence et une passivité incroyable face à ses vrais



La BIS (Bank of International Settlement), la plus puissante banque du monde. Elle contrôle la quasi-totalité des banques centrales privées en Occident et des pays émergents.

ennemis, mais une violence extrême face à ses propres frères.

En Afrique les scenarios sont bien connus ; l'on recrute aux travers des officines bien rôdées des pions que l'on installe au pouvoir et dont la mission consiste entre autres choses à brader toutes les matières premières et les terres arables.

Les prédateurs prennent alors le contrôle des banques, et si d'aventure il venait à l'esprit d'un sous-fifre l'idée saugrenue d'opposer la moindre résistance à leur voracité insatiable, ils vont immédiatement lui créer des problèmes de trésorerie. Le rebelle est donc poussé de force dans les bras des bailleurs de fonds, qui exigent des privatisations qui ciblent des secteurs productifs et des compagnies rentables. Le têtu n'a en général pas beaucoup de choix, car sans privatisation point d'argent, et connaissant le désordre que cela peut générer, il finit par se plier.

D'ailleurs, les pays très appréciés des prédateurs internationaux sont ceux qui pour la plupart maintiennent un « climat favorable aux affaires », ce qui signifie surtout que ceux-ci bradent les sociétés d'état rentables par voie de privatisation et les font avaler dans le processus par les grandes firmes qui appartiennent à ces mêmes prédateurs, une vieille recette que nos dirigeants connaissent pourtant.

Pour de vrais récalcitrants, l'on fabrique une rébellion que l'on arme jusqu'aux dents, l'ONU que ces maîtres du monde ont infiltrée et maîtrisent, se chargent de la légitimer et entérine une intervention militaire et le « rebelle, antidémocrate, et bourreau de son propre peuple » est balayé ou alors coffré à la CPI.

Comme résultat, les prédateurs contrôlent au moins 80% de nos économies. Il est donc logiquement impossible de penser qu'un groupe qui se taille la part du lion de nos économies puisse être ignoré lorsqu'on cherche la source de notre misère, ce d'autant plus que ce groupe ne réinvestisse sur place qu'une très infime partie des gros bénéfices dégagés.

A la vue de l'ampleur du problème, l'on aurait tendance à se décourager et à penser qu'il n'y aurait pas de solution, que l'adversaire est trop fort. C'est vrai que l'adversaire est puissant, et c'est la raison pour laquelle il faudrait déjà s'accorder sur le fait qu'il n'y aura pas de solution facile, et qu'une bonne connaissance de l'organisation du monde est nécessaire.

Mais l'histoire nous apprend que des empires en apparence inébranlables ont fini par tomber, à l'instar de l'empire romain qui a reçu son coup de grâce des mains des barbares ; et l'ironie de l'histoire voudrait que ces derniers aient réussi ce coup de maître parce qu'ils étaient des illettrés et ne sont donc pas tombés dans le piège de la propagande romaine qui exigeait que l'on sache au moins lire.

NDLR : Concernant le lynchage (lynch law), il y a en fait deux hypothèses.

Le Sphinx Hebdo 25 avril 2014
LGS 14 juin 2014

Le document secret qui prouve que le « printemps arabe » a été provoqué par les Etats-Unis

Par Sonia BAKER

Un document rendu public par un think tank américain révèle que le « printemps arabe » est loin d'être un mouvement spontané de populations avides de changements politiques, mais bel et bien une reconfiguration mûrement réfléchie et orchestrée par l'administration américaine.

L'organisation Middle East Briefing (MEB), qui se base sur un rapport officiel du département d'Etat, confirme l'implication de la Maison-Blanche dans les « révolutions » ayant secoué de nombreux pays dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le document en question, qui date du 22 octobre 2010 et intitulé « Middle East Partnership Initiative : Overview », est confidentiel et le MEB n'a réussi à le consulter que grâce à la loi Freedom of information Act.

Le pays de l'Oncle Sam a concocté dans ses officines de nombreuses stratégies pour défaire les régimes dans les pays ciblés en s'appuyant sur « la société civile » qu'il arrive à contrôler après avoir effectué un travail de fond sur les organisations non gouvernementales (ONG). L'approche américaine consiste à manipuler ces ONG pour qu'elles s'inscrivent en droite ligne de sa politique étrangère et de ses objectifs en matière de sécurité interne, note MEB. « The Middle East Partnership Initiative (MEPI) est un programme régional qui renforce les citoyens du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord afin de développer des sociétés plurielles, participatives et prospères. Comme le démontrent les chiffres fournis dans cette évaluation, le MEPI a évolué depuis son lancement en 2002 pour devenir un outil flexible dans la région pour un appui direct aux sociétés civiles autochtones, appui qui est intégré dans la diplomatie du gouvernement américain dans la région », peut-on lire dans le rapport du département d'Etat qui use et abuse du langage diplomatique pour masquer la nature hégémonique de cette initiative. Dans la section intitulée « comment le MEPI fonctionne », il y est clairement expliqué que les principaux objectifs du MEPI sont de « constituer des réseaux de réformateurs qui échangeront leurs connaissances et s'entraideront, à catalyser le changement dans la région ».

La subversion financée par les ambassades américaines

L'administration Obama ne lésine pas sur les moyens pour réussir son ingérence dans les affaires internes des pays en point de mire. Les subventions locales « apportent un soutien direct à des groupes de citoyens autochtones, et représentent désormais plus de la moitié des projets de MEPI », note le rapport. « Des agents désignés dans les ambassades américaines gèrent le financement et sont en liaison directe avec les différentes ONG et les groupes composant la société civile » qui bénéficient de ces subventions. « Les projets spécifiques aux pays visent à répondre aux besoins locaux en matière de développement tels qu'identifiés par les ambassades, les réformateurs locaux et notre propre analyse du terrain. Les développements politiques dans un pays peuvent induire de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour la réalisation des objectifs de la politique du gouvernement américain, et le MEPI va transférer les fonds nécessaires pour répondre à ces besoins », souligne-t-on encore. Il va sans dire que les initiateurs de ce programme zappent les institutions locales et les gouvernements. Il y est en effet indiqué que le MEPI a pour seuls interlocuteurs les acteurs de la société civile à travers les ONG parties prenantes basées aux Etats-Unis et dans la région concernée. « Le MEPI ne fournit pas des fonds aux gouvernements étrangers et ne négocie pas des accords d'assistance bilatéraux », relève le rapport. Selon MEB, le document énumère une liste de pays ciblés en priorité par les desseins inavoués de l'establishment américain. Il s'agit du Yémen, l'Arabie Saoudite, de la Tunisie, de l'Egypte et du Bahreïn. La Libye et la Syrie ont été ajoutées une année après l'élaboration de ce rapport du département d'Etat. Pour ce qui est de l'Egypte, on y apprend que l'administration américaine misait sur le mouvement des Frères musulmans, jugé compatible avec la politique étrangère du gouvernement américain. L'administration d'Obama assure même « le service après-vente » de « ces révolutions » qui participent à remodeler le « Grand Moyen-Orient » selon la vision américaine. Un bureau de coordonnateur spécial des transitions dans le Moyen-Orient a été créé en septembre 2011. William B. Taylor a été nommé à sa tête. Ce diplomate s'y connaît en révolution, puisqu'il était l'ambassadeur des Etats-Unis en Ukraine durant « la révolution orange », de 2006 à 2009. Selon le rapport du département d'Etat, le bureau du coordonnateur spécial des transitions dans le Moyen-Orient coordonne l'assistance du gouvernement américain « aux démocraties naissantes » dans la région du Moyen-Orient et en Afrique du Nord, dont l'Egypte, la Tunisie et la Libye.

Algérie patriotique13 juin 2014
LGS 22 juin 2014

59 organisations internationales en appellent aux Nations Unies pour remédier aux violations des droits humains de l'éditeur de WikiLeaks, Julian Assange

Par WIKILEAKS

Les groupes présentent des rapports à l'Examen Périodique Universel (EPU - NDT) de l'ONU citant les droits humains et les violations procédurales de la Suède dans le traitement de Julian Assange.

Geneva, Switzerland – Devant les Nations Unies, ce dimanche, 26 organisations des droits humains, de procès équitable et de juristes et 33 organisations de la société civile d'Amérique Latine, ont condamné les violations des droits humains fondamentaux du rédacteur en chef de WikiLeaks, Julian Assange, par la Suède, qui fait l'objet d'un ordre de détention préventive issu d'une enquête suédoise qui ne l'a pas encore accusé. L'ordre de détention contre M. Assange dure depuis près de quatre ans pendant qu'un grand jury fédéral US prépare un procès criminel contre WikiLeaks et ses collaborateurs.

Deux organisations suédoises, ainsi que des organisations de juristes du monde entier, y compris l'American Association of Jurists (AAJ), le National Lawyer's Guild (NLG), l'International Association of Democratic Lawyers (IADL) et l'Indian Association of Lawyers ont présenté deux rapports – l'un en anglais et l'autre en espagnol – chacun soulignant diverses violations des droits procéduraux de Julian Assange, dans la plus longue affaire courante suédoise d'un ordre de détention provisoire.

Un troisième rapport, signé par 33 groupes de droits humains, d'organisations de médias et de la société civile et de syndicats, comprenant la Global Women's March (Marcha Mundial das Mulheres, MMM), a demandé à la Commission des droits humains à Genève d'intervenir pour libérer le « prisonnier politique » Julian Assange.

Les rapports ont été présentés à l'Examen Périodique Universel (EPU) des Nations Unies, le sommet du mécanisme d'examen des droits humains de l'ONU qui examine le niveau des droits humains de chaque pays tous les quatre ans. Les observations exposent de nombreux manquements systématiques dans les procédures préventives suédoises comme le placement routinier de personnes qui n'ont été accusées d'aucun crime en détention provisoire pour une durée indéterminée, à l'isolement ou sans explication.



Julian Assange

Selon le rapport anglais, signé par 16 organisations, « Les méthodes employées par la procureure dans l'affaire Assange constituent une violation claire de ses droits humains fondamentaux, mais échappent pourtant à tout contrôle judiciaire. »

La deuxième proposition, signée par 10 organisations internationales des droits humains, de procès équitables et de juristes, affirme que « « les autorités suédoises » exigent que M. Assange soit physiquement présent en Suède pour y être interrogé... ce qui implique que M. Assange aurait à renoncer à ses droits inaliénables [de la protection permise par son asile par rapport aux Etats-Unis] mais signifie aussi, dans la pratique, que M. Assange aurait à risquer sa vie et son intégrité physique ».

La troisième présentation, signée par 33 groupes de droits humains, d'organisations de médias et de la société civile, et de syndicats, du Brésil, d'Argentine, du Mexique et de l'Equateur, ont demandé à la Commission des droits humains des Nations Unies d'intervenir en Suède afin d'obtenir la libération immédiate de Julian Assange : « Toute la communauté internationale a été témoin de la manipulation opportuniste des accusations contre M. Assange, dans une tentative de détruire sa réputation et pour brider sa liberté et sa capacité d'agir politiquement. Il est évident que cette situation sans précédent n'est pas le résultat d'actes allégués commis en Suède, mais plutôt en raison d'une interférence politique claire par des intérêts puissants en réponse aux activités journalistiques et politiques de M. Assange. Cette situation a fait de M. Assange un prisonnier politique, qui est effectivement condamné à une détention à domicile sans qu'aucune charge n'ait été portée contre lui, et sans qu'il puisse exercer ses droits à un procès équitable ».

Le 19 juin 2014, Julian Assange aura passé deux ans à l'intérieur de l'ambassade d'Equateur à Londres (et un total de près de quatre ans au Royaume-Uni sous différentes formes de restrictions à sa liberté de mouvement). Il a obtenu l'asile politique en relation aux tentatives des Etats-Unis de le poursuivre en sa qualité d'éditeur de WikiLeaks. La Suède a refusé de donner des garanties que M. Assange ne sera pas extradé vers les Etats-Unis. Une procureure suédoise a maintenu une enquête préliminaire ouverte depuis près de quatre ans mais n'a accusé Julian Assange d'aucun crime. La procureure refuse de l'interroger à Londres, menant ainsi à une impasse. Au moins quatre offres formelles ont

Suite à la page (14)

Suite de la page (3) *Manifestation des Normaliens de l'ENS*

étaient plus d'une dizaine d'enseignants stagiaires à manifester devant les locaux du ministère de l'Education nationale. Ce mouvement de protestation avait pour objectif de pousser les responsables du ministère à honorer leur engagement en procédant à la nomination de ces stagiaires de l'ENS. En effet, selon l'article 11, un protocole d'accord signé en décembre 2013, entre les responsables de l'ENS et le ministère de l'éducation nationale, était convenu de procéder à la nomination de ces enseignants stagiaires qui sont au nombre de 204 après leur période de stage. « Alors que le stage est terminé, les autorités ne manifestent aucune volonté de tenir leurs promesses », a dénoncé Jackson Germain qui enseigne les sciences sociales. Les protestataires réclament également le paiement de 6 mois comme frais de stage.

Voilà donc, un gouvernement qui dit que l'éducation fait partie de ses priorités alors que cela ne se reflète ni dans son budget ni dans les actes qu'il pose. Les professeurs ne cessent de manifester pour exiger soit un ajustement salarial soit leur nomination dans le système. Tandis que des parlementaires proches du pouvoir font nommer sans cesse des gens non qualifiés dans les salles de classe. Ils empochent également de l'argent du Programme de Scolarisation Universelle Gratuite et Obligatoire (PSUGO). On peut citer à titre d'exemple le député du Cap-Haïtien, Kenston Jean-Baptiste, membre PSP à la Chambre basse qui, à lui seul se charge de 43 écoles inscrites dans ce programme. Selon des enquêtes menées sur le terrain, on n'a pas pu trouver les adresses de ces écoles et le montant alloué à chacune des écoles mais versé régulièrement au parlementaire, relève le responsable de l'Union des Parents et Elèves (UPEP), Léo Lutolu. L'éducation n'est pas gratuite, elle est hautement politisée. Les fonds prélevés illégalement sur les transferts de nos compatriotes et sur les appels téléphoniques servent à corrompre les députés de PSP et les sénateurs de G5 et alliés. Les directeurs des écoles inscrites au programme PSUGO manifestent régulièrement pour réclamer leur dû. Les élèves ne peuvent rester dans les salles de classe, faute de professeurs. L'éducation des enfants se trouve entre les mains de charlatans, alors que les professeurs normaliens sont dans les rues. Que peut-on espérer d'un musicien qui passe tout son temps à chanter le compas dans l'immoralité la plus totale au palais national et d'un spéculateur frauduleux de renommé internationale à la Primature ?

Suite de la page (3)

groupe des six sénateurs continue de ruer dans les brancards, à première vue il semble qu'il n'est pas franchement opposé aux démarches en cours.

Et c'est là qu'on ne comprend pas très bien l'attitude du Président Martelly, puisque c'est lui qui tire les ficelles au bureau de Me Anel Alexis Joseph pourtant ultra minoritaire au sein du CSPJ, même s'il reste le Président en titre. D'ailleurs, certains membres du CSPJ commencent à organiser la riposte et se préparent à mettre en difficulté leur Président. Pour eux, il est hors de question que Me Anel Alexis Joseph accapare l'institution en refusant d'exécuter les avis et les décisions prises en assemblée sous prétexte qu'il n'est pas favorable à telle ou telle délibération.

Dans ce cas précis, une majorité de membres du CSPJ devrait mettre en minorité le Président et le forcer à reconnaître le vote de l'assemblée qui préconise le remplacement de madame Marie-Carole Duclervil par une autre personnalité plus crédible. Comme le Parlement qui a procédé au remplacement de l'un de ses membres, en l'occurrence Marie Cluny Dumay Miracle, par un ancien Président du CEP en la personne de Max Mathurin qui semble être soutenue par l'ensemble de la Société civile et une majorité de l'opposition. Mais comme on l'a noté plus haut, il ne faut pas se contenter de la réticence de Me Joseph dans cette affaire.

Derrière, il y a forcément la main du chef de l'Etat qui, d'un côté presse l'opposition d'aller aux élections dès le 26 octobre prochain et de l'autre continue à manigancer pour retarder ces joutes. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes. En agissant ainsi le Président Martelly devient le meilleur allié de l'opposition radicale qui, elle, manifeste et réclame son départ avant même le processus électoral, estimant qu'il est impossible d'organiser une élection démocratique et honnête sous son administration.

C.C

Suite de la page (7)


Sous une immense tente, installée près d'un préau ouvert aux quatre vents, s'entassent en permanence plusieurs centaines de réfugiés ; la grande majorité est originaire d'Haïti.
© RFI/François Cardona


7h30, l'heure du petit déjeuner. Une longue file se forme devant la petite cabane en bois où les réfugiés reçoivent un verre en plastique, avec du café au lait brûlant et un petit pain.
© RFI/François Cardona


Un groupe de Sénégalais, arrivé il y a plusieurs semaines au Brésil, passe un entretien pour se faire embaucher par ces recruteurs venus du sud du Brésil.
© RFI/François Cardona


Les réfugiés haïtiens voyagent avec leur famille. Dans le camp, une dizaine d'enfants trompent leur ennui en jouant ensemble.
© RFI/François Cardona


Avec la montée des restrictions sur la délivrance de visa, les autorités brésiliennes espèrent que le flux d'Haïtiens à Brasileia va diminuer, et devenir progressivement mieux organisé...
© RFI/François Cardona


Les entreprises brésiliennes promettent moins de 300 euros par mois de salaire, pour 44 heures de travail hebdomadaire ; avec parfois quelques avantages en nature, comme la nourriture et le logement fournis gratuitement les premiers mois.
© RFI/François Cardona

frontière avec la Bolivie, pour échouer ici, au milieu de l'Amazonie brésilienne.

Un visa et un emploi

7 h 30, l'heure du petit déjeuner. Une longue file se forme devant la petite cabane en bois où les réfugiés reçoivent un verre en plastique, avec du café au lait brûlant et un petit pain. Parmi eux ce matin, une vingtaine de Sénégalais. N'Diack Ba, 27 ans, a quitté Dakar il y a trois mois, espérant trouver au Brésil un avenir meilleur : « J'ai vu sur internet que les Haïtiens qui arrivaient ici étaient recrutés par des entreprises. Alors je me suis dit que si nous arrivions à aller jusqu'à Brasileia, nous pourrions nous aussi y obtenir un visa et un travail », affirme le jeune homme, qui a laissé sa femme et ses deux enfants à Dakar.

Voyageur clandestin

Il a pris l'avion pour l'Espagne. De là, il s'est envolé avec ses compagnons d'exil pour l'Equateur. Une fois à Quito, il a suivi la route ouverte par les Haïtiens, qui ont fui massivement leur île pour le Brésil, depuis le tremblement de terre de 2010. N'Diack Ba a dû franchir clandestinement la frontière de l'Equateur et du Pérou, pour atteindre la Bolivie. Un voyage difficile qui lui a couté plus de 4 000 euros, pour payer les transports et les passeurs. « Ma famille a dû me renvoyer de l'argent, quand je me suis retrouvé coincé au Pérou. Là-bas, nous étions clandestins, nous avons été arrêtés par des policiers, qui nous ont pris toutes nos économies », se souvient N'Diack Ba, soulagé d'être enfin arrivé au Brésil.

Les autorités locales débordées par le flux migratoire

A Brasileia, la frontière avec la Bolivie est rarement contrôlée. Haïtiens et Africains franchissent librement le pont qui sépare les deux pays. Entre 40 et 50 émigrés arrivent au Brésil tous les jours. Les autorités locales sont débordées par ce flux incessant de réfugiés économiques. Avec ses 18 000 habitants, la municipalité de Brasileia a du mal à faire face à cette situation qui la dépasse. Il y a deux mois, plus de 1 000 personnes vivaient dans le camp, sans nourriture ni électricité. Une situation critique qui a poussé les autorités brésiliennes à réagir.

Le gouvernement fédéral a décidé d'accorder aux Haïtiens des visas pour raison humanitaire. Dès leur arrivée, ils obtiennent rapidement une carte de travail, et un « CPF », un numéro d'identification, obligatoire au Brésil. Dans la foulée, on leur donne un visa de six mois, renouvelable. Et désormais, après un an passé dans le pays, les émigrés haïtiens peuvent demander un permis de résidence, pour cinq ans.

Un billet pour le sud du Brésil

Dans le camp, l'attente est longue. Tous les réfugiés ne rêvent que d'une chose : être recrutés par une entreprise brésilienne. On y vient toutes les semaines embaucher cette main-d'œuvre disponible et bon marché.

Aujourd'hui, Alexandre Gardin est venu chercher plus de 100 réfugiés. L'entreprise pour laquelle il travaille découpe 500 000 poulets par jour, qu'elle exporte dans le monde entier, mais elle manque de salariés pour faire face à la demande. Alexandre Gardin espère bien que les réfugiés seront à la hauteur de ses espérances : « Ils ont la réputation de bien travailler et surtout, ils ne se plaignent pas trop des conditions de travail… moins que les Brésiliens, en tout cas ». L'abattoir de poulets se situe à 4 000 kilomètres d'ici dans l'extrême sud du Brésil. Qu'importe la distance, les réfugiés sont prêts à tout pour quitter le camp.

Ndiack Ba vit ici depuis plus d'un mois. Aucune entreprise n'a voulu le recruter jusqu'à présent. Cette fois-ci, le jeune Sénégalais a obtenu un entretien d'embauche. Le recruteur lui promet un salaire de 300 euros par mois, pour 44 heures de travail hebdomadaire. Les trois premiers mois, la nourriture et le logement leur seront fournis gratuitement.

La crainte du « jour d'après »

Ces dernières années, la plupart des personnes recrutées sur place ont été emmenées dans le sud agricole du Brésil, dans les Etats du Parana, et du Mato Grosso do Sul notamment, mais également dans la capitale économique du pays, São Paulo. Il n'est pas rare cependant que ces mêmes entreprises ne respectent pas leurs promesses. De nombreux Haïtiens ces derniers mois en ont fait l'amère expérience avec des salaires

Suite à la page (16)

Fenêtre ouverte sur la communauté haïtienne de New York (II)
La Population haïtienne à New York

Par Lesly Eustache

La population haïtienne à New York reste une grande interrogation pour plus d'un. Comme le nom même d'Haïti selon Francis Saint-Hubert est évoqué dans beaucoup d'esprits à l'image d'un pays exportateur de migrants par excellence, un des rares en effet qui disposent d'une diaspora au sens étymologique d'un ensemble de communautés importantes disséminées à travers le monde. N'est il pas primordial de clarifier la quantité de la population haïtienne fonctionnant dans la ville de New York avec ses 5 municipalités.

New York, surnommé le Big Apple, accueille la plus forte concentration d'Haïtiens. C'est pour cela qu'il était et est encore considéré pour certains comme la seconde ville haïtienne après Port-au-Prince. Certes, depuis les années 1920 et 1930, c'est-à-dire à l'époque de l'occupation américaine d'Haiti, des gens de la classe moyenne haïtienne ont commencé à émigrer aux Etats unis particulièrement à New York et la majorité à cette époque là s'établissaient à Manhattan dans le Upper West Side et à Harlem. Attirés par la culture Afro-américains qui se propageait, mêlés avec d'autres immigrants de la Caraïbe, les haïtiens ont apporté leur quote-part à la Renaissance de Harlem.

L'Institut National des Statistiques évalue à plus de 150 000 personnes le nombre d'Haïtiens vivant à New York. Dans une autre étude publiée en 2011, cette fois par l'Université de Columbia/ Ecole des relations internationales et des affaires publiques, on a fait référence à 400, 000 Haïtiens (y compris les expatriés et ceux qui sont nés ici ou ailleurs). Selon l'American Community Survey (ACS), le nombre d'Haïtiens vivant dans l'Etat de New York est estimé à 192, 428 pour l'année 2012, avec une marge d'erreur de plus ou moins (+/-) 13, 062.

Selon les estimations de l'ACS, même quand la marge d'erreur est ajoutée à 192, 428, le nombre d'Haïtiens vivant à New York en 2012 n'avait pas dépassé 205, 490. Ceux qui sont nés ici y sont inclus et ils étaient estimés à 69, 868. Ce qui signifie que sur chaque 10 Haïtiens rencontrés ici, un peu plus de 3 sont nés aux Etats-Unis. Par contre seulement 1 sur chaque 10 est né de mère ou de père étranger, car ils étaient estimés à 20, 036 ceux qui affirment être d'une deuxième ascendance (c'est-à-dire Haïtiens-Dominicains, Haïtiens-Jamaïcains, Haïtiens-Coréens, etc.).

Dans les décennies précédentes, chaque année, le taux de natalité des enfants haïtiens ici était de 2000 en moyenne. Le dernier chiffre fourni par le Newest New Yorkers pour l'année 2011 est 1494 ; ce qui est indicatif d'une tendance à la baisse comme c'est aussi le cas pour les immigrants après l'an 2000.

L'ACS est sans conteste la plus haute autorité pour les informations démographiques ici aux Etats-Unis. Ses calculs en rapport avec la population haïtienne sont plus crédibles que les estimations arbitraires des leaders communautaires.

Il faut bien le souligner, à part cette estimation de l'ACS, il paraît que les autres sus citées sont purement arbitraires et c'est dans cette optique que parfois on entend des membres de la communauté parlant de 500, 000. Or, Cook Ross Inc. dans un rapport publié en 2010 l'a mentionné à plus de 800, 000.

En réalité, la notion que

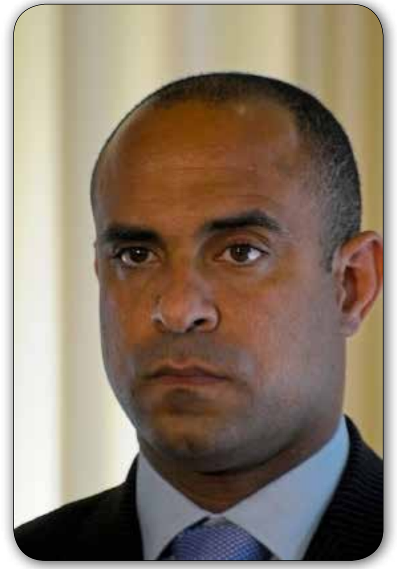
Suite à la page (18)

Suite de la page (7)Demade...

gouvernement actuel aurait pu contribuer en partie à résoudre le problème de l'EDH. Ce sont des exemples probants de gaspillage et de violation qui n'ont pas suite. Ces problèmes sont soulevés avec émotion pendant une semaine dans les médias, après les affaires sont closes. En dernier exemple, pensons à la Ministre de l'économie des finances qui avait démissionné. Certains croyaient, comme moi d'ailleurs, qu'elle avait été démissionnée parce que, étant une personne de caractère et de moralité, elle ne voulait pas cautionner les pratiques de corruption de ce gouvernement. Mais étonnamment, dans le dernier remaniement ministériel de Laurent Lamothe, qui, d'ailleurs, ne devrait être plus premier Ministre selon de décret du président, on revient avec cette même dame à ce même poste sans qu'elle ait donné décharge de son premier exercice comme ministre. Voilà une situation de désordre institutionnel dans lequel le pays est en train de patauger.

Il est vrai que toute l'histoire institutionnelle de ce pays est remplie de ces cas d'irrégularité. Mais, actuellement, ce pays, avec ce gouvernement Martelly-Lamothe, dessine un cas de figure exceptionnel, en termes de désordre institutionnel. On n'a pas besoin d'être grand spécialiste pour voir que ce gouvernement est l'incarnation visible de la médiocrité en termes de pratique institutionnelle. Il suffit à ce dernier de disposer de l'argent pour soudoyer la majorité des parlementaires haïtiens pour qu'il soit lavé de ses fautes et continuer à administrer en dehors de tout principe constitutionnel. Or, l'une des fonctions principales de l'institution parlementaire est de demander des comptes au pouvoir exécutif, sur la manière dont celui-ci dépense l'argent des contribuables, sur l'avancée des projets en exécution, sur les priorités de ce gouvernement par rapport à l'urgence du pays et sur les cas de détournements soupçonnés ou enregistrés.

Laisser dans l'impunité les actions malhonnêtes posées par les différents responsables des gouvernements est en réalité une constante historique en Haïti. On peut même dire que c'est l'un des maux communs de la société haïtienne. On peut avouer franchement que l'on emprunte aux



Le parlement haïtien avait interpellé le Premier Ministre, mais celui-ci n'accorda nullement de l'importance à cette interpellation. Cela est l'expression visible de la toute puissance du Ministre de facto Laurent Lamothe

institutions politiques modernes pour montrer aux autres que l'on est civilisé; cependant dans la réalité, on procède contrairement à la pratique démocratique. On est dans ce que Sauveur Pierre Étienne a appelé «Misère de la démocratie»(1999). D'une part, du point de vue interne du pouvoir, la Cour supérieure des comptes, le parlement haïtien, hormis quelques parlementaires, les institutions judiciaires sont à genoux devant la majesté du président et du premier ministre du «gouvernement «tèt kale». Rappelons que récemment le parlement haïtien avait interpellé le Premier Ministre, mais celui-ci n'accorda nullement de l'importance à cette interpellation. Cela est l'expression visible de la toute puissance du Ministre de facto Laurent Lamothe qui foule au pied les principes démocratiques de la République d'Haïti. D'autre part, à l'exception de quelques citoyens qui sont conscients que les dérives de ce gouvernement sont inacceptables, on a une société civile moribonde qui fonctionne en parallèle au pouvoir politique qui n'exige pas à celui-ci de rendre des comptes.

Une telle pratique doit permettre de comprendre que l'on est une société qui avance à grand pas au bord du précipice. Il faudrait également comprendre que ceux qui utilisent l'argent des contribuables comme bon leur semble, le font parce que leurs prédécesseurs qui avaient pillé n'ont jamais été mis en accusation, jugés et mis en prison. Une société qui fonctionne dans l'impunité systématique à tous les niveaux ne pourra pas connaître un changement profond dans le sens de l'amélioration des conditions socioéconomiques de son peuple. L'impunité et la démocratie ne font pas bon ménage. C'est pourquoi, dans les sociétés démocratiques, les chefs de gouvernement se trouvent dans l'obligation de prendre des décisions qui vont dans le sens de la loi, parce que leurs actes seront évalués et jugés

La société haïtienne ne pourra pas se développer tant qu'elle ne se donnera pas pour devoir d'évaluer les actes posés par ses différents gouvernements. Il faut faire le procès des dérives causées par les gouvernants pour limiter les dégâts. On ne peut vivre dans cette situation sans punir les actions malhonnêtes de ces chefs de gouvernements. Mais pour que cela soit possible, il faut, dans la culture politique haïtienne, intégrer le procès des dérives de ces chefs de gouvernements, de ces ministres, etc. Instituer ce procès de manière continue, implique inévitablement la fonctionnalité réelle des institutions politiques de ce pays. Dans le cas de la société haïtienne actuelle où l'institution parlementaire et la Cour supérieure des comptes ne peuvent assumer, jouer réellement leur rôle, il revient à la société civile de s'organiser pour exiger des comptes de la part de ces gouvernements. Car, c'est en faisant les procès des dérives d'hier et d'aujourd'hui de ces chefs d'État qui ont gaspillé et dilapident jusqu'à présent la caisse publique que l'on pourra limiter les dégâts de la corruption et construire la véritable société haïtienne démocratique de demain.

Mauley Colas
Professeur d'Anthropologie juridique à la Faculté d'Ethnologie de l'UEH Professeur d'Anthropologie et Sociologie à l'Université Notre-Dame d'Haïti

Suite de la page (15)



Le gouvernement fédéral brésilien a décidé d'accorder au Haïtiens des visas pour raison humanitaire. Dès leur arrivée, ils obtiennent rapidement une carte de travail, et un « cpf », un numéro d'identification, obligatoire au Brésil.
© RFI/François Cardona

versés inférieurs à ceux qui avaient été promis. Les émigrés économiques arrivent au Brésil sans parler portugais, il leur est souvent difficile de se défendre contre ces injustices.

Avec la montée des restrictions sur la délivrance de visa, les autorités brésiliennes espèrent que le flux d'Haïtiens à Brasileia va diminuer pour devenir progressivement mieux organisé, afin que les candidats au départ qui veulent tenter leur chance au Brésil puissent obtenir un visa directement depuis Port-au-Prince pouvant les aider à se rendre en avion à São Paulo ou Rio de Janeiro.

La grande inconnue reste néanmoins la composante africaine de cet exil vers le Brésil. Tião Viana, le gouverneur de l'Etat d'Acre, dans lequel se situe la petite ville de Brasileia, est « préoccupé par "le jour d'après" » et se demande « comment va évoluer le flux migratoire africain dans la région ».

Pionniers africains en terre brésilienne

Dans le cas où la situation à Brasileia reste la même, à savoir : si un immigré arrive sur place obtient rapidement un visa et un travail… cela va très certainement donner des idées non seulement aux Africains à la recherche d'un nouvel avenir, mais à bien d'autres nationalités. Récemment, des réfugiés du Bangladesh sont d'ailleurs passés par Brasilía pour entrer au Brésil.

Apprendre à parler brésilien, et surtout envoyer de l'argent à sa famille restée à Dakar, c'est l'objectif de N'Diack Ba. Le soir tombe lentement sur la petite ville de Brasileia. Les recruteurs reviennent du camp avec la liste des candidats sélectionnés. Le nom du jeune Sénégalais y est inscrit. Pari réussi. Il partira dans une semaine, vers le sud du Brésil qui va être la fin peut-être d'un long voyage, marquant le début de cette nouvelle vie qu'il attend depuis si longtemps, lui, le pionnier africain en terre brésilienne.

RFI 17 juin 2014





Lettre ouverte au sujet de Cuba !

Par Pablo Gonzales Casanova

Lettre ouverte de Pablo Gonzales Casanova à monsieur John D. Rockefeler, directeur honoraire de la Société des Amériques et aux distinguées personnes du secteur privé qui ont envoyé une lettre au Président Obama pour « soutenir la société civile cubaine » :



Pablo Gonzales Casanova

Nous avons lu avec une grande attention votre sollicitude au Président Obama. Nous sommes surpris par votre indiscutable changement de politique envers la petite île et son grand peuple. Pendant plus de 50 ans, vous avez pris toutes les mesures, ouvertement ou de façon masquée, pour faire échouer son projet d'Indépendance et de Liberté. Aujourd'hui vous voyez la possibilité d'atteindre avec des politiques différentes les mêmes objectifs qu'auparavant, et vous argumentez pour les appliquer avec la même émotion que vous mettez en « défense de vos valeurs et de vos intérêts ».

Les mesures que vous exaltez révèlent, pourtant, beaucoup d'erreurs et d'auto tromperies en croyant (et certains d'entre vous croient) que vous allez impulser « l'indépendance économique de Cuba », ses « droits individuels » et ses « droits humains », quand, en réalité il s'agit d'un pays que vous n'avez pas pu vaincre malgré les terribles actions, secrètes ou cachées, que vous avez réalisées contre lui, et de l'inqualifiable blocus que vous lui infligez depuis plus d'un demi siècle.

Vous avez des yeux mais vous ne voyez pas ? Des oreilles et vous n'entendez pas ? C'est bien connu. A Cuba tous les enfants et tous les jeunes en âge d'apprendre ont des écoles, des universités et des instituts, tous les malades ont des médecins, des médicaments et des hôpitaux, tous les travailleurs du travail, et les anciens de l'assistance… Il est vrai que j'utilise le mot « tous » avec le sens que lui donnait Garcia Marquez, c'est-à-dire les 80% et plus, de la population, avec des limitations dont les cubains viendraient à bout si, en pratique, vous les laissiez accomplir « vos bons souhaits ». Pourtant, entre les pressions et le blocus, ce qu'ils ont accompli est énorme ; ils ont même des centres de recherche scientifique de pointe au niveau mondial et des services hospitaliers si performants et si amicaux qu'ils ont même soigné les pompiers blessés le 11 Septembre que vos hôpitaux avaient délaissés et que Mikael Moore se chargea d'amener aux hôpitaux publics de Cuba.

Et plus encore, si vous faites les comptes vous verrez que dans ce pays de Notre Amérique, les habitants qui reçoivent des services gratuits atteignent des proportions supérieures aux Etats-Unis, au Canada, à l'Angleterre et à l'Union Européenne. Les réussites se font avec des moyens modestes, mais on cherche avec ténacité qu'elles profitent autant que possible au plus grand nombre. Et c'est très souvent possible.

En ce qui concerne les aides que vous proposez pour l' « aide humanitaire », la « sécurité nationale », l' « interdiction des drogues et l'environnement », vous savez bien les innombrables échecs que vous avez connus quand vous les avez appliqués, et quand vous continuez de les appliquer dans des pays entiers comme l'Afghanistan, l'Irak, Haïti, le Soudan du sud, le Nigeria, la Libye, entre autres ou dans des continents entiers comme L'Afrique, le Moyen Orient, l'Amérique Latine, dont les populations (dans une grande majorité ou dans leur totalité) se retrouvent impliquées dans les fameuses « guerres de spectre complet » que vos stratèges imaginent et qui accroissent les haines, les affrontements et les peines d'immenses populations qui n'ont pas de droits humains, vivent et meurent pire que les animaux, affamés et malades, maigres et même si squelettiques qu'il est difficile de les regarder, avec leurs yeux enfoncés, le regard des enfants perdu, sans éclat et leur petite peau ridée qui leur colle aux os. On a du mal à les voir même à la télé et d'imaginer comment ils vivent jour après jour, minute après minute, et comment ils grandissent au milieu de la faim et de la peur , sans eau ni toit, sans façon de travailler qui ne soit servile , épuisante, risquée et insalubre, entre les offensives généralisées des contremaîtres, des gardes blancs, des militaires et des paramilitaires qui avec d'autres bandits, d'autres assassins et sadiques fanatiques tous très bien armés et approvisionnés, pour la gloire de l'industrie de l'armement, sont des épouvantes pour les enfants, les adultes et les vieux, victimes et candidats aux politiques d'ethnocide et de génocide croissantes, chaque fois plus préconisées et sponsorisées par les « néoconservateurs » et par l' »extrême droite » enhardie par la xénophobie, le dégoût visuel et le racisme du monde global dont vous êtes les meneurs.

En plus de ces faits inhumains, confirmés par les « médias » et même par le regard intime de vos propres enfants (dont certains se préparent à vous succéder dans la même veine, et d'autres qui protestent chaque fois plus et se rebellent avec une force admirable) vous ajoutez à vos erreurs celle de croire qu'à Cuba, invincible depuis plus de 50 ans d'attaques, il est possible de séparer ou même de faire s'affronter la société civile et son gouvernement. Vous ne pouvez même pas imaginer des gouvernements qui ne soient pas des corporations ou des bureaucraties. Mais à Cuba, le peuple, le gouvernement et les soldats fusionnent si étroitement,(et dans une grande proportion) qu'aucun groupe de « contras » aventuriers n'a pu avoir du succès, sur une si grande période, avec leurs actions terroristes et subversives.

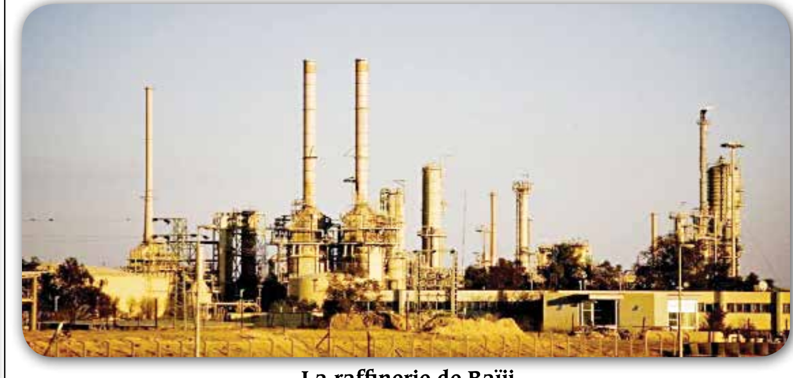
Le « peuple-gouvernement » de Cuba est un phénomène « démocratique », qui si vous le compreniez, vous ferait horreur, car (comme l'a écrit David Brooks), la démocratie est ce que vous redoutez le plus quand elle a le vrai sens étymologique grec et qu'elle correspond à la définition d'une pratique du peuple en tant qu'acteur des grandes décisions, et pour arriver à la réussite de ses buts s'organise en peuple-gouvernement, avec les collectifs et les structures les plus variés, certains coordonnés et d'autres hiérarchiques, et tous pour réussir à atteindre les objectifs.

L'organisation de la démocratie dans sa pratique à Cuba est très différente de celle des gouvernements des corporations ; en effet, aussi bien dans les grandes structures que dans les petites, les valeurs et les intérêts dominants s'associent avec ceux d'Indépendance et de Liberté, tout cela évidemment au milieu de contradictions, d'erreurs et de faiblesses (grandes ou petites) que les ennemis du processus cubain cherchent à amplifier, feignant la consternation face aux erreurs qu'eux-mêmes ou leurs commanditaires attisent.

Si vous réfléchissez, vous comprendrez clairement que ce n'est pas pour rien que vos grands triomphes dans le monde n'ont pas atteint Cuba. Vous verrez dans l'intimité de

Suite à la page (18)

Jihadisme et industrie pétrolière



La raffinerie de Baïji

par Thierry Meyssan

Pendant que les médias occidentaux présentent l'Émirat islamique en Irak et au Levant comme un groupe de jihadistes récitant le Coran, celui-ci a débuté la guerre du pétrole en Irak. Avec l'aide d'Israël, l'ÉIIL a coupé l'approvisionnement de la Syrie et a garanti le vol du pétrole de Kirkouk par le gouvernement local du Kurdistan. La vente sera assurée par Aramco qui camouflera ce détournement en augmentation de la production « saoudienne ».

Pour la presse atlantiste, l'Émirat islamique en Irak et au Levant (ÉIIL) qui vient d'envahir le Nord et l'Ouest de l'Irak est un groupe de jihadistes animé par leur foi, le Coran dans une main et la kalachnikov dans l'autre. Pour ceux qui ont subi leurs exactions, notamment en Syrie, c'est une armée privée —composée de mercenaires venus des quatre coins du monde et encadrée par des officiers états-uniens, français et saoudiens— qui divise la région pour mieux permettre son contrôle par les puissances coloniales.

Si l'on conçoit les membres de l'ÉIIL comme des croyants armés, on ne peut imaginer derrière leur attaque de sombres intérêts matériels. Mais si l'on admet qu'il s'agit de voyous manipulant la religion pour donner l'illusion qu'Allah bénit leurs crimes, on se doit d'être plus attentif.

Tout en versant une larme de crocodile pour les milliers de victimes irakiennes de cette offensive, la presse atlantiste s'émeut des conséquences de ce nouveau conflit sur le prix du pétrole. En quelques jours, le baril est remonté à 115 $, c'est-à-dire au niveau de septembre 2013. Les marchés se sont inquiétés lors des combats pour la raffinerie de Baïji, près de Tikrit. En réalité, cette raffinerie ne produit que pour la consommation locale, qui pourrait se trouver rapidement à court de carburant et d'électricité. La hausse du pétrole n'est pas imputable à l'interruption de la production irakienne, mais à la perturbation des livraisons. Elle ne durera donc pas, les marchés étant excédentaires.

L'Arabie saoudite a annoncé qu'elle allait augmenter considérablement sa production de manière à pallier à la baisse de l'offre consécutive à l'interdiction de commercialisation par l'ÉIIL. Mais les spécialistes sont sceptiques et soulignent que jamais le royaume n'a produit beaucoup plus de 10 millions de barils par jour.

La presse atlantiste, qui dénie le parrainage de l'Otan, explique doctement que l'ÉIIL est devenu subitement riche en conquérant des puits de pétrole. C'était déjà le cas au Nord de la Syrie, mais elle ne l'avait pas remarqué. Elle s'était efforcée de traiter des combats entre le Front al-Nosra et l'Émirat islamique comme d'une rivalité exacerbée par le « régime », alors que ceux-ci visaient à accaparer les puits de pétrole.

Cependant, une question se pose à laquelle la presse atlantiste et du Golfe ne répond toujours pas : comment des terroristes peuvent-ils vendre du pétrole sur le marché international, si surveillé par Washington ? Au mois de mars, les séparatistes libyens de Benghazi avaient échoué à vendre le pétrole dont ils s'étaient emparés. L'US Navy avait intercepté le tanker Morning Glory et l'avaient reconduit en Libye [1].

Si le Front al-Nosra et l'ÉIIL sont capables de vendre du pétrole sur le marché international, c'est qu'ils y sont autorisés par Washington et sont liés à des compagnies pétrolières ayant pignon sur rue.

Le hasard fait que le congrès mondial annuel des compagnies pétrolières se tenait du 15 au 19 juin à Moscou. On pensait y parler de l'Ukraine, mais il y fut question de l'Irak et de la Syrie. On y a appris que le pétrole volé par le Front al-Nosra en Syrie est vendu par Exxon-Mobil (la société des Rockefeller qui règne sur le Qatar), tandis que celui de l'ÉIIL est exploité par Aramco (USA/Arabie saoudite). Rappelons au passage que durant le conflit libyen, l'Otan avait autorisé le Qatar (c'est-à-dire Exxon-Mobil) à vendre le pétrole des « territoires libérés » par al-Qaïda.

On peut donc lire les combats actuels —autant que tous ceux du XXème siècle au Proche-Orient— comme une guerre entre compagnies pétrolières [2]. Le fait que l'ÉIIL soit financé par l'Aramco suffit à expliquer que l'Arabie saoudite déclare être en mesure de pallier à la baisse de la production irakienne : le royaume apposera simplement son tampon sur les barils volés pour les légaliser.

La percée de l'ÉIIL lui permet de contrôler les deux principaux pipe-lines : l'un part vers Banias et approvisionne la Syrie tandis que l'autre transporte le brut vers le port turc de Ceyhan. L'Émirat islamique a interrompu le premier, provoquant des coupures d'électricité supplémentaires en Syrie, mais étrangement, il laisse fonctionner le second.

C'est que ce pipe-line est utilisé par le gouvernement local pro-Israélien du Kurdistan pour exporter le pétrole qu'il vient de voler à Kirkouk. Or, ainsi que je l'expliquais la semaine dernière [3], l'attaque de l'ÉIIL est coordonnée avec celle du Kurdistan afin de couper l'Irak en trois petits États, conformément à la carte du remodelage du « Proche-Orient élargi » établie par l'état-major états-unien en 2001, que l'armée US ne parvint pas à imposer en 2003, mais que le sénateur Joe Biden fit adopter par le Congrès en 2007 [4].

Le Kurdistan a débuté son exportation du pétrole de Kirkouk via le pipeline contrôlé par l'ÉIIL. En quelques jours, il a réussi à charger deux tankers à Ceyhan, affrétés par Palmali Shipping & Agency JSC, la compagnie du milliardaire turco-azéri Mubariz Gurbanoğlu. Cependant, après que le gouvernement al-Maliki —qui n'a toujours pas été renversé par Washington— ait publié une note dénonçant ce vol, aucune des compagnies travaillant habituellement au Kurdistan (Chevron, Hess, Total) n'a osé acheter ce pétrole. Ne parvenant pas à trouver d'acquéreur, le Kurdistan s'est déclaré prêt à solder ses cargaisons à moitié prix, à 57,5 $ le baril, tout en continuant son trafic. Deux autres tankers sont en cours de chargement, toujours avec la bénédiction de l'ÉIIL. Le fait que le trafic continue en l'absence de débouché montre que le Kurdistan et l'ÉIIL sont convaincus qu'ils parviendront à

Suite à la page (18)

Suite de la page (14)

été faites à la procureure pour interroger M. Assange en personne, par écrit, par téléphone ou par vidéo-conférence. Toutes les offres ont été déclinées. L'impasse a coûté plus de 10 millions de dollars rien que pour le Royaume-Uni, où une équipe de police coûteuse surveille l'ambassade et tous les visiteurs de M. Assange 24 heures sur 24.

Une liste complète des groupes soussignés est disponible ci-dessous : La coalition des organisations de droits humains, de procès équitables et de juristes, de la présentation anglaise (Human Rights, Fair trial, and Jurist organizations, of the English submission) est soussignée par :

- American Association of Jurists (AAJ)
- Arab Lawyers Union (ALU)
- Association des Avocats Africains Antillais et Autres de France (5AF)
- Association Droit Solidarite
- Bangladesh Democratic Lawyers Association
- CAGECHARTA 2008
- European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights (ELDH)
- Eva Joly Institute for Justice & Democracy (EJI)
- Giuristi Democratici Italy (Italian Democratic Lawyers Association)
- International Association of Democratic Lawyers (IADL)
- Indian Association of Lawyers
- Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra (MST)
- National Lawyers Guild (NLG)
- National Union of People's Lawyers of the Philippines

The coalition of 10 Human Rights, Fair trial, and Jurist organizations, report in Spanish, undersigned by :

- ILOCAD
- Asociación Latinoamericana de Derecho Penal y Criminología
- The Center for Justice & Accountability
- Asociación Pro Derechos Humanos de España
- Comité de Apoyo al Tibet
- Fundación Internacional Baltasar Garzón
- Instituto Mexicano de Derechos Humanos y Democracia A.C.
- Colectivo de Abogados "José Alvear Restrepo"
- Vortex
- Unión de Juristas Independientes de Andalucía

The Coalition of 33 civil society organisations, report in Spanish, undersigned by :

- Articulação de Empregados Rurais do estado de MG (ADERE-MG)
- Asamblea Nacional de Afectados Ambientales - México
- Associação de Rádios Públicas do Brasil (ARPUB)
- Comissão Pastoral da Terra (CPT)
- Confederación de Trabajadores de la Economía Popular - Argentina
- Consulta Popular - Brasil
- Executiva Nacional dos Estudantes de Biologia (ENEBIO)
- Federação dos Estudantes de Agronomia do Brasil (FEAB)
- Fora do Eixo
- Fórum Nacional pela Democratização da Comunicação (FNDC)
- Frente Popular Darío Santillán (FPDS - Argentina)
- Fundación Pueblo Índio del Ecuador
- Grupo Tortura Nunca Mais – Rio de Janeiro
- Intersindical Central da Classe Trabalhadora
- Jóvenes ante la Emergencia Nacional – México
- Coletivo Juntos ! - Por outro futuro
- Levante Popular da Juventude
- Marcha Mundial das Mulheres (MMM)
- Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB)
- Movimento Nacional de Rádios Comunitárias (MNRC)
- Movimento de Mulheres Camponesas (MMC)
- Movimento dos Pequenos Agricultores (MPA)
- Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST)
- Movimiento de Liberación Nacional – México
- Movimiento de Trabajadores Excluídos – Argentina
- Organización de Solidaridad de los Pueblos de África, Asia y América Latina (OSPAAAL)
- Pastoral da Juventude Rural (PJR)
- Red Nacional Communia
- Rede Ecumênica da Juventude (REJU)
- União Nacional dos Estudantes (UNE)
- União da Juventude Socialista (UJS)
- União da Juventude Rebelião (UJR)
- Sindicato Unificado dos Petroleiros de São Paulo

Contact: Andy Stepanian, 631.291.3010, andy@fitzgibbonmedia.com

LGS 19 juin 2014

Suite de la page (17) Lettre ouverte au sujet de Cuba !

votre conscience politique que les cubains ont réussi à se maintenir dans leur projet émancipateur précisément par la sorte de démocratie que les habitants ont redéfinie, aussi bien dans la création que dans la pratique de leurs organisations. Création et pratique englobent une immense population avec des centaines de milliers de cadres, dont à la conscience, la volonté et le courage s'ajoute la discipline que possèdent ceux qui ne se vendent ni ne se rendent.

L'effort immense du petit grand pays ne cesse de pâtir et d'affronter (comme nous l'avons dit) ces contradictions qui vous intéressent tant, et aussi celles qu'a pointé avec une précision et une clarté admirables, monsieur Warren Buffet, troisième milliardaire des Etats-Unis quand il a dit : « Il ne fait aucun doute qu'il existe une guerre de classes, et c'est ma classe, la mienne — celle des riches – qui est en train de la gagner »…

La lutte des classes continue, et je dois reconnaître que vous la faites très bien dans le domaine du possible. Vous essayez maintenant de gagner cette lutte en utilisant des « bonnes » méthodes puisque vous n'avez pas pu la gagner avec les mauvaises.

Dans votre proposition au Président Obama, vous lui demandez sans ambages qu'il change la politique du blocus, des sanctions et des interdictions que les Etats-Unis appliquent contre Cuba depuis 50 ans. Vous affirmez que les Etats-Unis « peuvent aider le peuple cubain à déterminer son propre destin… » ; qu'ils peuvent « donner le pouvoir » au peuple ; « , fortifier un large spectre de la société civile et indépendante », et « les organisations créées pour impulser l'économie individuelle, et les nécessités sociales quelle que soit leur orientation politique ».

Dans votre lettre ouverte au Président Obama, vous proposez sans ambages « un changement radical », car la politique appliquée par les Etats-Unis dans ses relations avec cuba les isole chaque fois plus internationalement. « Nous avons l'occasion de changer, dites-vous,…d'aider le peuple de Cuba, la société civile de cuba ; l'opportunité d'amplifier le commerce avec « les entreprises indépendantes », (ça, oui), celle aussi de « faciliter et de légaliser l'utilisation des cartes de crédit », de « promouvoir l'importation et l'exportation d'articles et de services » ; et de faire en sorte que les ONG (organisations non gouvernementales) « aident les petits propriétaires agricoles » et qu' « elles aident aussi évidemment, les petites entreprises et même les micro entreprises… »

En diverses occasions (je me demande pourquoi autant !) vous insistez sur la nécessité de promouvoir plusieurs projets de télécommunication et vous vous référez à différentes formes de coopération des ONG avec des institutions académiques cubaines par le biais de fonds pour l'éducation, de bourses pour les étudiants qui se distinguent et pour leurs frais de voyage, et que pour cela l'autorisation nécessaire soit donnée à ceux qui voyagent à Cuba, ou ont de la famille à Cuba d'utiliser des cartes de crédit et d'autres services bancaires nord américains ainsi que d'ouvrir des comptes bancaires dans des banques américaines , faire des envois à leurs familles ou fournir des services professionnels à des « entrepreneurs indépendants ».

Evidemment vous insistez en même temps sur le fait que « le gouvernement des Etats-Unis doit s'engager toujours plus envers le peuple de Cuba, et qu'il fera en même temps son devoir en exerçant des pressions sur le Gouvernement de Cuba sur le terrain des droits de l'homme. Et vous terminez en disant au Président Obama, « le gouvernement doit donner la priorité à la concertation avec ses contreparties cubaines pour s'engager dans des domaines « d'intérêt mutuel et avoir des discussions sérieuses au sujet de la sécurité commune et des devoirs humanitaires ». Parmi ces devoirs, vous mettez en avant la libération d'un prisonnier qui vous est cher.

Pour n'importe quel lecteur bien informé, comme l'est monsieur Warren Buffet, tout le message auquel nous nous référons cherche à gagner la lutte des classes à Cuba. Son inégalable sagacité consiste à privilégier les intérêts individuels, de groupes, l'idéologie ou la classe face aux intérêts de la communauté nationale d'un pays où le peuple-gouvernement de la grande majorité travaille à la construction de la transition à un monde viable, puisque celui dans lequel nous vivons est en voie de destruction due à ce 1% auquel une partie d'entre vous appartient ; un processus que vont supporter et affronter la jeunesse Américaine et celle du monde entier, menacée dans un futur proche par le projet malade et hégémonique, d'accumulation de richesses que vous mettez en œuvre au prix de la misère de l'immense majorité de l'humanité et du croissant danger pour la vie de l'humanité que vous créez ;situation et danger confirmés par les propres think-tanks de Harvard, MIT, l'Institut de Santa Fe et par de nombreux organismes scientifiques du monde, parmi lesquels on remarque les principaux des Nations-Unies, le Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique, et beaucoup d'autres qui avec toute la rigueur et la responsabilité scientifique notent, en plus du changement climatique, l'augmentation du trou de la couche d' ozone (qui sembla se contenir seulement un moment) et beaucoup d'autres dangers qui englobent la pollution des mers et des eaux douces ,la destruction des sols et des sous-sols, des forêts des végétaux et des faunes terrestres et marines, ainsi que de la biosphère entière.

Comme nous le disent les experts, beaucoup de ces dommages et de ces dangers sont irréversibles, et ils nous assurent que chaque jour ils s'accélèrent et que plus le temps passe plus il devient difficile de les arrêter. Les revues scientifiques les plus prestigieuses des Etats-Unis et du monde, soutiennent ces affirmations qui n'ont rien à voir avec de simples croyances apocalyptiques ou avec de supposées erreurs ou opinions de quelques spécialistes, ni avec des manipulations des données par des scientifiques trompeurs comme vous avez accusé de l'être, sans la moindre preuve, un groupe de scientifiques anglais qui avaient signalé le caractère « anthropogénique » du changement climatique qui menace la planète. Cette accusation bien téméraire fut démentie par les grandes revues scientifiques de votre propre pays et du monde. Ces dangers qui menacent la terre sont anthropogéniques. Pour la première fois dans l'histoire du système solaire l'homme est capable de détruire la terre. Pensez seulement au perfectionnement, à l'excellente qualité des bombes nucléaires et des systèmes de lancement, qui à leur capacité létale, de précision et d'atteinte combinent l'irresponsabilité avec laquelle les grandes puissances jouent en s'en servant de menaces de guerre.

Bon… Il est possible que vous gagniez la lutte des classes, mais votre victoire sera une victoire à la Pirée si vous détruisez les mouvements qui luttent pour la construction de la vie, comme le peuple-gouvernement de Cuba, et beaucoup d'autres qui, depuis les communautés agricoles et les villes perdues construisent la transition vers un autre monde possible et durable.

Je vous le dis avec mes meilleurs vœux et mes meilleures manières, cessez vos « discrédits » et vos « négations » freudiennes. Encouragez les hommes de science qui disent la vérité. Prenez en compte leur vérité et mettez vous à penser que la démocratie des corporations et des complexes n'est plus soutenable, que l'organisation du monde par les complexes entrepreneuriaux-militaro-politico-médiatiques dont le plus puissant « attrait » est la « maximisation des utilités et des richesses » est déjà en phase terminale, « entropique », et qu'il est nécessaire d'impulser la transition vers un système dont le principal facteur serait la liberté et la vie.

Et dans ce chemin vous verrez que le peuple – gouvernement de Cuba est pionnier et aussi le cyberespace où depuis Wall Street jusqu'à Washington DC luttent beaucoup de vos propres enfants. Tous, absolument tous, cherchent des chemins pacifiques et continuent avec des formes nouvelles la vieille lutte des rebelles pour la paix et pour la vie pour passer à un monde viable et réellement humain.

Les connaître et les reconnaître consistent à les respecter et à commencer par honorer votre parole ; une action pour laquelle nous interpellons aussi madame Hillary Clinton, qui est en train d'organiser sa campagne pour la Présidence du Gouvernement des Etats-Unis et qui pourrait commencer par honorer sa parole et celle du gouvernement qu'elle convoite, ainsi que celle de son mari, en demandant la libération immédiate des trois hommes encore emprisonnés – Gerardo Hernandez, Ramon Labanino, et Antonio Guerrero – qui, en accord avec le président Clinton, firent partie d'un groupe cubain-nord américain chargé de mettre à jour les terroristes qui, depuis Miami, commettaient des attentats.

La lutte des classes continue, la lutte pour l'indépendance et l'autonomie des peuples continue, et aussi que la lutte pour la redéfinition dans les faits de la liberté, de la justice et de la démocratie ; aucune ne s'arrêtera. Il faut seulement que dans le monde d'aujourd'hui, les hommes commencent à récupérer la parole, pour la transition vers la paix et la vie.

Faîtes vivre la parole qui s'honore par des actes. Faîtes, (pour commencer) une chose qui vous semblera infime et qui pourtant sera très grande. Demandez au Président Obama qu'il rende la liberté aux trois héros cubains emprisonnés. Commencez une nouvelle histoire de votre parole traduite en actes comme celui-ci, auquel nous obligent les changements d'un monde où existent non seulement la lutte des classes mais la lutte pour la vie, pour la vie du 99% et aussi celle du 1% de l'humanité, et de nos descendants.

Pensez qu'une fois encore au début du monde sera la parole.

Vive la vie et la liberté.

Vive le peuple des Etats-Unis et le peuple de Cuba.

Vive l'humanité et la transition vers un autre monde viable, possible, et nécessaire.

Je vous remercie de votre attention.

Sincèrement

Pablo Gonzalez Casanova
Professeur et ex recteur de l'université Nationale Autonome de Mexico (UNAM)
La Jornada 18 juin 2014
Traduit de l'espagnol par irisinda
LGS 24 juin 2014

Suite de la page (17)

vendre, donc que leur trafic dispose des mêmes soutiens étatiques : Israël et l'Arabie saoudite.

La possible division de l'Irak en trois ne manquera pas de rebattre les cartes du pétrole. Devant la percée de l'ÉIIL, toutes les compagnies pétrolières ont réduit leur personnel. Certaines beaucoup plus que d'autres : c'est le cas de BP, de Royal Deutsch Shell (qui emploie cheikh Moaz al-Khatib, le géologue ex-président de la Coalition nationale syrienne), de Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı (TPAO), et des compagnies chinoises (PetroChina, Sinopec et CNOOC).

Les perdants sont donc les Britanniques, les Turcs et surtout les Chinois qui étaient de loin les premiers clients de l'Irak. Les gagnants sont les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite.

Les enjeux n'ont donc aucun rapport avec un combat pour le « véritable islam ».

Notes

[1] « Le Pentagone arraisonne le "Morning Glory" en Méditerranée », Réseau Voltaire, 17 mars 2014.

[2] « Irak, les pages d'histoire effacées », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto, Réseau Voltaire, 18 juin 2014.

[3] « Washington relance son projet de partition de l'Irak », par Thierry Meyssan, Al-Watan, Réseau Voltaire, 16 juin 2014.

[4] « La balkanisation de l'Irak », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manife

RÉSEAU VOLTAIRE 23 JUIN 2014

Suite de la page (16)

notre communauté contienne un demi-million de personnes ou plus est un mythe. Selon Régine O. Jackson, une enseignante des études américaines à Emory University, la population haïtienne de New York est estimée à 182.000 personnes.

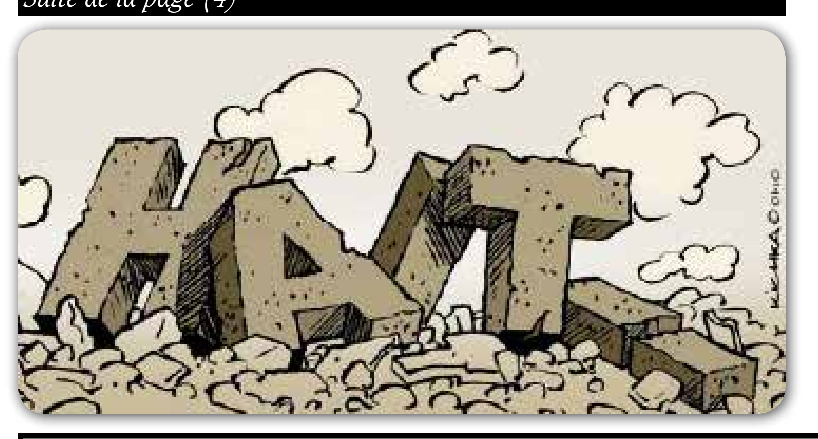
Quel est le profil de cette population vivant à New York ? Pouvons nous parler de la communauté haïtienne immigrante sans souligner ces liens avec leurs enfants nés aux Etats-Unis qui sans aucun doute s'intègrent du fait qu'ils parlent créole, mangent les mets haïtiens !

Il est important également de signaler qu'une plus grande manque d'hommes que de femmes se fait sentir ici. C'est une population en âge de travailler. Elle n'est pas un mythe, elle est présente mais indivisible.

Concernant les jeunes, par ailleurs, Stéphanie Mélyon-Reinette dans une étude intitulée : « Haïtiens à New York City : entre Amérique noire et Amérique multiculturelle » à initié dans une enquête menée sur 23 étudiants haïtiens de deux universités (l'une de Manhattan et l'autre de Brooklyn) confirme que : les jeunes Haïtiens avouent aimer vivre à New York. Ils aiment la restauration rapide, mais tendent à privilégier la cuisine haïtienne, leurs goûts musicaux intègrent également, en sus des musiques africaines-américaines qui tendent à occuper le devant de leur scène

Pour finir soulignons que l'état de New York intègre la population immigrante haïtienne avec la plus grande ancienneté et c'est très probable que le nombre d'Haïtiens vivant actuellement à New York soit légèrement supérieur à 200, 000. A la semaine prochaine, pour coup d'œil de notre population à New York dans le domaine de l'éducation.

Suite de la page (4)



Le séisme du 12 janvier 2010 à lui seul peut-il expliquer la rapidité de cette croisade à la démolition

passé préservée jusqu'à nos jours. Ce n'est pas une ville confuse, et c'est pourquoi nous l'aimons. »

Sentant venir cette catastrophe, j'avais pris le soin, à travers plus d'une centaine de pages de mon *Histoire de la culture haïtienne,* d'illustrer le cœur de la ville de Port-au-Prince. Une trame urbaine ou monographie d'une vue d'ensemble de chaque quartier. Une sorte d'inventaire, comme un testament du passé à la rencontre du présent, partant du nord, à partir de la rue Saint-Martin, contournant la rue Capois à l'est, la ruelle Alerte au sud, contournant le *Bicentenaire*, longeant le *Bord-de-Mer*.

Cette monographie propose un éclairage direct ou indirect sur certains visages et personnages du centre-ville. On y retrouve le nom de certaines familles sédentaires, des bâtisseurs de chaque quartier, qui pour la plupart ont laissé des traces. Et même l'évolution de cette implantation, des maisons qui nous étaient familières et des bâtisses qui font partie du patrimoine.

En un mot, l'urbanisme ne peut être pensé en dehors des gens qu'il affecte, car le destin d'un individu se joue à l'être et au lieu. Voilà pourquoi, le développement physique de la ville ne peut être dissocié des questions sociales, politiques et culturelles.

Guerdy Jacques Préval
Nouvelle muséologie
Spécialiste en conservation du patrimoine
Montréal, juin 2014

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

AUCTIONS
Buy or sell at AARauctions.com. Contents of homes, businesses, vehicles and real estate. Bid NOW! AARauctions.com Lights, Camera, Auction. No longer the best kept secret.

AUTO DONATIONS
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Call 718-421-0162.

HELP WANTED
AIRLINE CAREERS begin here Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students – Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093.

LAND FOR SALE
TROUT STREAM BARGAIN. 5.4 acres, $49,900. Was $199,900. Bank ordered sale. Beautiful Bethel NY. Near Woodstock site. 85 miles from Manhattan. Assorted hardwoods, approved building site, underground utilities, across from lake, walk to Performing Arts Center, financing. Call 877-836-1820.

LAND FOR SALE
NEW YORK LAND, RIVERS & CAMP BARGAINS 8.4 Acres w/ New Cabin & Access to Fish Creek River: $29,995 34 Acres Cherry Forest & Access to Little Salmon River: $49,995 27 Acres, Mohawk River Frontage: $49,900 We Finance Land! Call Christmas & Associates: 800-229-7843. Or Visit: landandcamps.com Owner/Broker.

MAISON À LOUER À MIAMI
150 NE 146th St, Miami. Maison construite sur mesure au goût du client avec 2 unités louées séparément, bâties sur un terrain de ½ acre (0.4 hectare). Haut plafond, 4500 m2 de surface ; 4 chambres à coucher, 3 toilettes ; magnifique cuisine rénovée ; salle à manger et salon spacieux ; cuisine extérieure et de nombreuses améliorations. $1700 le mois. Appelez l'Agent immobilier Tanya Tsveyer au 1- 954- 818-0760.

NOTICE OF SALE
SUPREME COURT: KINGS COUNTY. KOREAN AMERICAN CATHOLICS FEDERAL CREDIT UNION, Pltf. vs. KYUNG LIM KIM, et al, Defts. Index #09-26479. Pursuant to judgment of foreclosure and sale dated May 2, 2014, I will sell at public auction in Room 224 of the Kings County Supreme Court, 360 Adams St., Brooklyn, NY on Thursday, July 17, 2014 at 2:30 p.m., prem. k/a 507 Pine St., Brooklyn, NY. Said property located at the corner formed by the intersection of the northerly side of Sutter Avenue and the easterly side of Pine Street; being a plot 100 ft. x 20 ft. Approx. amt. of judgment is $444,965.85 plus costs and interest. Sold subject to terms and conditions of filed judgment and terms of sale. STEPHEN R. LAROCCA, Referee. O'REILLY, MARSH & CORTESELLI, P.C., Attys. for Pltf., 222 Old Country Rd., 2nd Floor, Mineola, NY. #84326

REAL ESTATE
Delaware's Resort Living Without Resort Pricing! Low Taxes! Gated Community, Close to Beaches, Amazing Amenities, Olympic Pool. New Homes from $80's! Brochures available 1-866-629-0770 or www. coolbranch.com.

REAL ESTATE
Sebastian, Florida Beautiful 55+ manufactured home community. 4.4 miles to the beach, 2 miles to the riverfront district. Homes starting at $39,000. 772-581-0080, www. beach-cove.com.

VACATION RENTALS
PRIME VACATION OPPORTUNITY. !!!$150/NIGHT. PRIVATE, Spectacular Lakefront setting MID-COAST MAINE. 1 BR, Sleeps 4. Swim, Boat, Fish, Hike or Just Relax. highfields@tidewater.net; 207-785-2851; toll-free 844-785-2851

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY 1-800-959-3419.

Lettre du Venezuela, un Algérien au pays de Chavez

Par Ali Akika

Je suis au Venezuela pour quelques semaines, un pays du bout du monde qui fait entendre sa voix dans le vacarme de la scène internationale. Un homme, porte-parole de cette voix, de cette révolution, est un descendant des esclaves africains. Militaire de son état, El Commandante Chavez a pourtant laissé de côté la critique des armes pour leur préférer les armes de la critique. Eh oui ! il n'est pas arrivé au pouvoir par un golpe del estado (coup d'Etat) dans la tradition des dictatures militaires sud-américaines. Il a préféré faire appel aux ressources de la politique qui font confiance au peuple. Pari gagné puisqu'il a battu la droite sans bavures par des élections transparentes.

Ce tour de force en toute légalité, il le doit à la fois à son charisme qui n'est pas étranger à ses origines sociales et à sa grande culture. En effet, il tient en haleine la foule de ses partisans dans des meetings qui sont de véritables spectacles politiques et poétiques, le tout ponctué par des gestes et des danses de cette vieille Afrique de ces lointains ancêtres. Oui, poétique car ses discours sont parsemés d'envolées lyriques avec des phrases d'une grande beauté littéraire et de sens philosophique. Son inspiration, il la puise chez les géants de la littérature sud-américaine et l'épopée du maître de toute l'Amérique latine, Bolivar qui libéra ce continent des Espagnols.

Bien évidemment, le peuple se reconnaît dans le récit de son histoire raconté par un Chavez visiblement plus heureux de haranguer les foules que de commander des troupes de militaires. Une histoire douloureuse où les autochtones virent leur pays conquis et ses populations décimées par les armes et les « maladies des Blancs » inconnues par eux jusque-là. Douloureux aussi pour les Africains arrachés à leurs terres et transportés comme du bétail vers ces contrées qui se nomment désormais El Venezuela.

Vaste pays, mais peu peuplé au regard de sa grande superficie. Hautes et majestueuses montagnes, des forêts tropicales dont les sentiers sont tapissés de mangues qui se désolent qu'on les laisse pourrir sur place. Des îles par centaines, d'une beauté insolente et dont les habitants ne semblent point pressés de rejoindre le paradis qui existerait dans un autre monde. Des derricks enfin d'où s'échappent des flammes du pétrole, fabuleuse richesse du pays. Hier, cette richesse a été concédée aux compagnies américaines par une bourgeoisie plus apte à consommer qu'à industrialiser le pays. Aujourd'hui, Chavez a réparé cette faute politique en nationalisant ce pétrole. Cela a permis de loger, de soigner, d'instruire les classes populaires. Tâche titanesque pour rattraper le temps gaspillé, beaucoup de temps sera nécessaire, car la classe possédante a encore la mainmise sur les principaux circuits économiques du pays. La pénurie de beaucoup de produits et la faiblesse de la valeur de la monnaie nationale (le dollar au noir vaut 10 fois la valeur du bolivar), les dépenses sociales au profit des démunis et précaires, tous ces phénomènes et ces mesures politiques doivent avoir un lien avec la lutte sourde menée par l'opposition pour faire échouer le gouvernement « chaviste ». Ça rappelle la grève des transports contre Allende, prémices au coup d'Etat de Pinochet.

La révolution bolivarienne de Chavez n'a pas surgi du néant. Elle a une histoire qui débuta avec Bolivar rassemblant contre l'aristocratie espagnole, les « Blancs » (anciens forçats expulsés d'Espagne pour coloniser ce nouveau monde), les Indiens et les esclaves africains. Bolivar, admirateur de la révolution américaine et lecteur des philosophes des Lumières (France), bourgeois éclairé, jeta les bases de ce fruit du métissage ethnique et culturel, le Venezuela devenu.

Tout ce beau monde s'empara de la langue de Cervantès, la malaxant de mots à eux et la rythmant avec des accents « tropicaux » pour se donner une identité singulière. Et Chavez, enfant de ce processus, reprit le flambeau hérité de Bolivar et renié par la bourgeoisie locale.



Un homme, porte-parole de cette voix, de cette révolution, est un descendant des esclaves africains. Militaire de son état, El Commandante Chavez

Ainsi la révolution « chaviste » se met-elle en marche dont le moteur est le socialisme, concept devenu obscène dans des sociétés moisies. Avec Chavez, les prisons ne sont pas remplies d'opposants politiques. Ces derniers sont même au Parlement et le combattent durement.

La religion est non seulement respectée, mais joue un rôle politique dans un pays catholique qui se reconnaît plutôt dans la théorie de la libération inventée par des prêtres sud-américains. Cependant, la religiosité du peuple ne l'empêche pas de lutter contre la nature qui provoque séisme et autres calamités. Ce peuple a retenu la leçon enseignée par Bolivar à la suite des terribles tremblements de terre qui détruisirent la capitale. Ça nous change de ces imbéciles qui voient dans les séismes une punition de Dieu. Chavez ne subit pas les mêmes attaques perfides et continues que son ami Castro. La fin de la guerre froide est passée par là, certes. Il y a surtout le fait que les Occidentaux n'ont rien à se mettre sous la dent pour carboniser ce chef d'Etat qui avait osé faire sortir de ses gonds le roi Carlos d'Espagne. Il réitéra son geste téméraire en souhaitant à Bush, président des Etats-Unis, devant l'auguste assemblée de l'ONU, qu'il aille au diable.

Ce courage-là n'est pas le produit d'une naïveté due à l'inexpérience diplomatique. Il tient son audace de la force qu'il détient de sa légitimité trois fois renouvelée par des élections. L'opinion internationale qui n'est pas idiote voit bien qui bafoue la démocratie. Est-ce Chavez qui est élu démocratiquement ou bien cette droite qui a fomenté un coup d'Etat contre lui dont il sortit vainqueur grâce à la formidable mobilisation du peuple dans les rues du pays ? Ce soutien du peuple, je l'ai vu lors de la visite de sa tombe. Chaque jour des gens attendent patiemment leur tour pour aller se recueillir dans le lieu où repose celui qui leur a rendu leur dignité. Le silence religieux parcouru par une grande émotion absolument non feinte des visiteurs est un acte politique que la presse occidentale passe sous silence. Ce soutien, je l'ai constaté aussi le jour de la fête de la culture. Ce jour-là, le centre-ville où sont concentrées les institutions politiques est livré à la foule qui danse aux sons d'une multitude d'orchestres qui jouent de la culture populaire méprisée par les télés privées qui préfèrent saturer l'atmosphère par de la musique américaine.

Forcément, l'étranger que je suis visitant ce pays ne peut échapper au jeu des comparaisons avec l'Algérie. Il y a bien sûr les douleurs de l'histoire coloniale, mais aussi les signes irritants dûs au sous-développement et à la bureaucratie. Mais ce qui m'a sauté aux yeux, ce sont d'autres analogies. Dans ce pays, un militaire cultivé est au pouvoir. Il ne réprime pas le peuple. Il lui parle avec une belle langue qui valorise et le peuple et son histoire. On est loin de la langue de bois teintée d'infantilisme qui tient le haut pavé chez nous. Il faut bien admettre aussi que dans nos contrées, du Maroc à l'Irak, nos militaires sont plus à l'aise avec un gourdin dans les mains qu'avec des livres de Socrate ou de poésie d'Omar Khayyâm.

Quant au pétrole, abondant dans nos contrées, il est gaspillé par des roitelets et autres féodaux au lieu de servir à rendre la dignité aux gens en développant leurs pays. Nous en savons des choses sur ces lugubres individus qui bradent les richesses du sous-sol juridiquement et historiquement inaliénables. Et ces tristes petits marquis trouvent évidemment refuge chez leurs maîtres pour services rendus. Pour finir, pourquoi parler d'un si lointain pays ? Parce qu'ignorer le monde, c'est construire sa propre prison. Parce que le Venezuela est un pays ami où j'ai vu flotter le drapeau algérien dans les rues et boutiques. Est-ce le fruit du travail de Chavez dans ses relations avec l'Algérie pour résister aux pressions des cartels du pétrole ? Parce qu'on apprend toujours des expériences des autres.

J'ai vu un peuple religieux vacciné contre les bigoteries qui polluent la société et étouffent notamment les femmes. Voir les couples dansant dans les rues lors de la fête de la culture sous l'impulsion de la musique populaire est un vrai bonheur. Parce qu'enfin, j'ai aimé le métissage de ce peuple formé par des gens venus des quatre coins du monde qui a brisé les préjugés entre ethnies en dépit du racisme cultivé par la caste des « Blancs ». Oui, j'ai admiré ce peuple alors que chez nous des petits esprits continuent de labourer les méfaits du tribalisme et des différences religieuses alors que les Algériens vivent ensemble depuis la nuit des temps comparativement aux Vénézuéliens, peuple né avec la découverte de l'Amérique.

Cet article est écrit sous le signe de la sympathie avec une dose de subjectivité qui ne trahit nullement la réalité forcément complexe impossible d'être relatée dans un simple et si court article.

Ali Akika,
cinéaste

P. S. : cet article est écrit au présent comme si Chavez était encore en vie. Parce que son successeur Maduro a eu la « bénédiction » de Chavez qui se savait condamné par la maladie.

Algérie patriotique 11 Juin 2014
LGS 20 Juin 2014